

Les élections législatives russes du 2 décembre 2007 : acteurs, pratiques et enjeux

La configuration des acteurs et des pratiques pendant la campagne des législatives de 2007 témoigne de la dimension stratégique de l'élection pour le pouvoir exécutif : lui assurer une majorité « présidentielle » au sein de la Douma d'État. Cette majorité pro-présidentielle dans la chambre basse du parlement est propre aux deux mandats de Vladimir Poutine. Malgré cela, nombreuses sont les pratiques électorales observées lors de ces législatives qui s'inscrivent plus largement dans l'histoire post-soviétique de la fédération de Russie. Cette étude a pour but de rendre compte de l'état actuel des mécanismes d'encadrement de l'élection, cela de la campagne à la répartition des mandats parlementaires.

Les nouvelles règles du jeu électoral

Les élections législatives de décembre 2007 ont eu lieu dans le cadre d'une nouvelle législation électorale adoptée en mai 2005 qui a connu elle-même une série d'amendements jusqu'à l'été 2007. Celle-ci s'est avérée plus contraignante que par le passé, avec pour effet principal de mettre en difficulté les petites formations politiques. Ces restrictions ont ponctué les différentes étapes du processus électoral : la reconnaissance des partis, leur enregistrement auprès de la commission électorale centrale et leur accès à la représentation au sein de la Douma d'État.

Suite à l'abolition depuis la fin 2004 des élections de la moitié des 450 sièges de la Douma d'État au scrutin uninominal majoritaire, présenter sa candidature comme candidat indépendant a été chose révolue. Désormais, les élections ont lieu dans le cadre d'un scrutin à la représentation proportionnelle intégrale de listes fédérales de partis. Pour escompter avoir une représentation dans la Douma d'État, les partis ont dû franchir la barre des 7% de suffrages, alors qu'elle était de 5% lors des dernières élections législatives de 2003. Par ailleurs, les coalitions ont été proscrites.

L'enregistrement des partis

Mais avant même d'arriver à l'étape du vote, il est nécessaire de rappeler l'ensemble des conditions à remplir pour prétendre y parvenir. Pour se voir reconnaître le statut de parti politique, les formations devaient être constituées au minimum de 50 000 adhérents et posséder des sections régionales au moins dans la moitié des sujets de la fédération. Une fois ces conditions remplies, il a été nécessaire pour les partis de passer l'étape de l'enregistrement auprès de la commission électorale centrale et celle de l'élaboration de leur liste préélectorale. Différentes modalités pouvaient être choisies pour passer ce cap. Seuls les partis ayant une fraction dans la Douma précédente du 4^{ème} scrutin, à savoir, « Russie Unie », le KPRF et le LDPR, ont utilisé une franchise parlementaire, leur permettant de se faire enregistrer¹. Les autres ont dû faire un choix au préalable : soit verser une caution électorale de 60 000 millions de roubles, soit réunir 200 000 signatures de citoyens, examinées ensuite par la commission électorale centrale. Les partis choisissant cette dernière modalité avaient l'obligation de présenter moins de 5% de signatures de soutien invalidées.

La moitié des partis ont choisi d'être enregistrés en collectant des signatures. Parmi eux, 3 candidatures, celles des « Verts », de « l'Union populaire » et du « parti de la paix et de l'unité », ont été refusées dépassant le seuil de 5% d'invalidations². Quatre partis : Iabloko, SPS, « Russie Juste » et « Patriotes de Russie » ont versé la caution. Ce choix présentait plusieurs avantages puisque le processus d'enregistrement était plus rapide et permettait aux membres des listes enregistrées de recevoir le statut officiel de candidat, leur procurant immédiatement une immunité restreinte contre d'éventuelles poursuites judiciaires. Cette modalité a donc intéressé les partis pressés de faire leur enregistrement, processus plus rapide que la collecte des signatures.

Les listes des partis

L'enregistrement des listes a également fait l'objet de restrictions. En effet, nombre de candidatures au sein des listes ont été refusées, contribuant cette fois-ci à mettre en difficulté les partis de manière qualitative. Certaines listes de formations politiques, étaient caractérisées par l'absence de personnes possédant une stature importante pour l'image des partis. Relaté dans le journal *Kommersant*, certaines figures des partis d'opposition SPS et Iabloko révèlent sous anonymat avoir été amenées à refuser des candidats suite à des consultations préélectorales avec l'administration présidentielle³. Cette pratique s'inscrit dans le cadre de la

démocratie « non compétitive » où le consensus s'opère « par le haut » à partir du Kremlin⁴. Mais ces consultations ne sont pas systématiques ; elles dépendent du degré d'intégration de l'opposition au système, comme l'a montré le refus de la commission électorale centrale d'enregistrer la liste préélectorale de la coalition d'opposition « L'Autre Russie ».

Au total, seules les candidatures de 11 partis ont été admises à participer aux élections du 2 décembre 2007 pour le 5^{ème} scrutin de la Douma d'État. Sur ces 11 partis, 6 avaient participé aux élections précédentes. En 1999 et 2003, respectivement 26 et 23 formations politiques avaient pris part aux élections législatives.

La règle veut que les listes fédérales présentées par les partis soient divisées en deux parties, l'une fédérale et l'autre régionale composée de plusieurs groupes régionaux. Ces listes sont composées de « troïka » désignant les trois premières personnes. Ce système de troïka est reproduit sur chacune des listes des groupes régionaux.

« Russie Unie »

Parmi les listes remises à la commission électorale centrale, « Russie Unie » est le seul parti à ne pas avoir de troïka au niveau fédéral. Seul le nom de Vladimir Poutine figure dans la partie fédérale de la liste des candidats. Sa décision annoncée le 1^{er} octobre 2007 lors du VII^{ème} congrès de « Russie Unie » de diriger la liste fédérale du parti pour les élections parlementaires a amené la direction du parti à abandonné au niveau fédéral la troïka de départ envisagée. Cette configuration sans troïka où le président dirige la liste sans adhérer au parti⁵ a renforcé la symbolique de l'unité du Parti et de la verticale du pouvoir.

« Russie Unie » se distingue par la longueur de sa liste. Exhaustive, la liste atteint le nombre maximum de candidatures prévu par la loi, à savoir 600. Ces candidatures sont réparties sur 83 groupes régionaux⁶. La composition qualitative de la liste se caractérise par l'importance des candidats hauts fonctionnaires et fonctionnaires régionaux. On compte 4 ministres, 192 députés de la Douma du 4^{ème} scrutin, 5 membres du Conseil de la fédération et de nombreuses figures des administrations régionales avec 65 gouverneurs dont 63 sont à la tête des listes régionales. Cette surreprésentation des gouverneurs affiliés à « Russie Unie » s'inscrit dans le contexte plus large de la centralisation politique que connaît la Russie depuis le début des années 2000, marqué par la suppression en 2004 de l'élection des chefs des administrations régionales au suffrage universel, remplacée par un système de nomination présidentielle.

Cependant quelques exceptions persistent. Plusieurs gouverneurs ne sont pas en tête de liste régionale du parti « Russie Unie ». Ces régions sont au nombre de 14. Pour trois d'entre elles,

la version officielle est que le gouverneur de la région en question est occupé à diriger la liste du parti pour les élections régionales ou locales des parlements respectifs qui se tiennent le même jour du vote des législatives nationales (régions de Penza, de Saratov et de Smolensk). Pour les 11 autres, les politologues reconnaissent que ces régions font problème pour le parti : soit leurs leaders sont dans l'opposition, soit ces gouverneurs affiliés au parti « Russie Unie » manquent d'autorité dans leur région.

En plus des gouverneurs, la liste compte de nombreux présidents des parlements régionaux et une vingtaine de députés régionaux, des vice-gouverneurs et plus de 20 maires des capitales régionales. Malgré la prescription de Vladimir Poutine d'enlever de la liste des hommes d'affaires, la consigne n'a été suivie que partiellement. Plusieurs chefs d'entreprise sont présents, comme par exemple la candidature du président du conseil des directeurs du combinat métallurgique de Magnitogorsk en numéro 2 de la liste de la région de Tcheliabinsk. Par contre, la candidature de Sergej Bogdantchikov à la tête de Rosneft' n'apparaît pas sur la liste du parti de la région de Sakhaline, contrairement à ce qui devait être prévue d'après son entourage. Ce dernier fait est interprété par le quotidien *kommersant* comme une mise à exécution visible de la directive du Président⁷.

Nombre des personnalités sur la liste sont des « locomotives », selon le jargon politique russe. Il s'agit de personnes possédant un capital de popularité susceptibles d'amener les électeurs à voter pour le parti. On retrouve ainsi de nombreux sportifs, des chanteurs et trois cosmonautes. La plupart de ces candidatures seront conduites à refuser leur mandat pour le laisser à d'autres personnes de la liste. En cela, réside un paradoxe du vote accordé au parti, motivé par des personnes représentées à ce stade de la campagne qui de fait, ne prendront jamais place dans l'hémicycle.

« Russie Juste »

Quant à la liste du parti pro-poutinien « Russie Juste », formation héritée de l'alliance le 28 octobre 2006 du parti « Rodina » avec le « parti des retraités » et le « parti de la vie », elle est composée de 556 candidats. 33 députés se représentent pour enchaîner un nouveau mandat. Le leader de ce parti, Sergej Mironov, président du Conseil de la fédération (Chambre haute), y fait figure de « locomotive ». La liste comprend également 3 sénateurs, le ministre de la culture, deux maires de capitales régionales, ceux de Stavropol et de Samara, ainsi que plus de 120 parlementaires régionaux. Bien que brassant sur un large spectre du panorama politique, aucun gouverneur n'est entré dans les rangs de ce parti.

Cette liste de « Russie juste » a pour caractéristique d'être le fruit de plusieurs transferts, puisqu'elle a récolté d'anciens communistes et d'anciens membres de Iabloko ainsi qu'un ancien membre du LDPR, Aleksej Mitrofanov. Cette composition s'explique par une des fonctions de « Russie juste » qui appartient aux catégories officieuses des « partis-clones » et « partis-spolieurs », dont l'action est commanditée par l'administration présidentielle⁸. Ce parti a été créé à l'origine dans le but de rendre compte d'un bipartisme de façade (deux partis présidentiels), tout en affaiblissant certains partis d'opposition. En ce qui le concerne, il s'agissait principalement d'orienter son action sur le front des partis de gauche.

« Le parti de la justice sociale »

Le « parti de la justice sociale » a les mêmes fonctions, lui faisant en théorie concurrence, permettant ainsi d'affaiblir le second parti présidentiel au profit du premier. Son leader Aleksej Podberezkin, est le rédacteur du premier vice-Premier ministre, Dmitrij Medvedev. Sa liste est composée de 260 candidats.

Les « Patriotes de Russie »

La liste du parti nationaliste les « patriotes de Russie » dirigée par Genadij Semingin est composée de 428 candidats. On y note l'absence de figures clés du nationalisme russe, celle d'Andrej Savel'ev et de Dmitri Rogozin. L'absence de ce dernier s'explique par le fait suivant : lors de la campagne, le poste de représentant de la Russie dans le cadre des négociations Russie-OTAN lui a été proposé. Cette stratégie de cooptation par le Kremlin de Rogozin, figure en opposition au pouvoir depuis le début de l'année 2005, a permis de l'écarter de la campagne. Cette proposition faite à Rogozin n'est pas fortuite. Avant cela, Savel'ev et Rogozin, le premier comme leader officiel et le second comme leader officieux, avaient créé un projet de parti politique héritier du parti « Rodina », dénommé « La grande Russie ». L'élaboration de leur projet durant l'été 2007 avait connu un certain succès auprès de membres d'autres partis⁹. Cette nouvelle création avait même entraîné des départs des sections régionales de « Russie juste », comme cela s'était produit massivement dans la région de Voronej. Malgré son succès, la transformation de ce projet en parti politique n'a pu se réaliser: « la Grande Russie » a fait l'objet d'un refus d'enregistrement le 24 juillet 2007¹⁰. Suite à ce refus, une coalition préélectorale avec « les Patriotes » avait été envisagée. Une telle coalition aurait fait du tort à « Russie Juste » ainsi qu'au premier parti du pouvoir. La stratégie de cooptation par le Kremlin de Rogozin dans les instances de représentation internationale de l'Etat a donc permis d'éviter qu'une figure aussi charismatique ne se

retrouve inscrite dans la troïka de la liste fédérale « des Patriotes de Russie ». Il semble que le Kremlin ait tiré la leçon des élections parlementaires de 2003 où le bloc électoral nationaliste « Rodina » avait obtenu 9,02% des voix. A l'époque, présenté comme une création du Kremlin, ce bloc devait spolier le vote communiste. Or, depuis les mouvements de protestations sociales de 2005 suite à la politique de monétarisation des avantages sociaux, le parti est passé d'un nationalisme loyaliste au Kremlin à un nationalisme d'opposition à « Russie Unie ».

Lors de ces élections de 2007, cette captation des figures est un des éléments ayant permis au pouvoir d'affaiblir la carte nationaliste en dépossédant les têtes les plus attractives des partis nationalistes d'opposition. Cela explique qu'une célébrité du show business, l'acteur Sergej Mahovikov, se retrouve numéro trois de la troïka des « Patriotes de Russie ». L'interdiction du Kremlin d'inclure d'anciens dirigeants de « Rodina », tels que Dmitri Rogozin et Sergej Glaz'ev, a été connue au sein du parti des « patriotes » au mois de septembre¹¹. Nous pouvons donc conclure que dans certains cas, l'utilisation de « locomotives » révèle plus les faiblesses que les forces d'un parti. Leur présence au sein des troïkas peut être le résultat de rapport de force aboutissant à une forme de dépolitisation des partis.

Aussi, le parti du pouvoir n'a-t-il pas hésité à utiliser certaines des thématiques nationalistes à son avantage, comme nous le verrons, à travers la construction de l'image de l'ennemi de la nation.

Le « Parti libéral démocratique de Russie » (LDPR)

Quant au parti ultra-nationaliste LDPR, qui a été le premier parti enregistré, il a présenté 360 candidats dont 34 ont été exclus pour ne pas avoir fourni des papiers demandés. Ce parti a compté essentiellement et traditionnellement sur la figure de son leader, Vladimir Jirinovski. Par ailleurs, la candidature d'Andrej Lugovoj en numéro deux de la première troïka fédérale du parti, suspecté de l'empoisonnement d'Alexandre Litvinenko, a attiré l'attention sur le parti. Une place à la Douma assurait à celui-ci une immunité¹². Parmi les candidats exclus, il faut noter l'ex-candidature de Iuri Grishan, le vice-maire de Magadan sur la liste d'un groupe régional réunissant plusieurs régions de l'Extrême-Orient russe. Cette absence sur la liste est relativement dommageable pour le LDPR, le parti ayant traditionnellement un électorat important dans ces régions périphériques¹³. Quant à la composition sociologique du parti, le LDPR, tout comme le KPRF et Iabloko, compte davantage sur les représentants de la petite et moyenne entreprise.

Le parti communiste (KPRF)

Sur la liste du parti communiste, la candidature de Guennadi Ziouganov figure à la première place de la troïka fédérale. En seconde place se trouve la candidature d'une personnalité non membre du parti, l'académicien Nobel Jores Alferov, député de la Douma du 4^{ème} scrutin. Comme pour les « patriotes », le choix du numéro trois a été problématique. La sélection de Nikolai Haritonov, vice président du comité de la Douma du 4^{ème} scrutin sur les questions agraires, est censée rendre compte de la relation étroite liant le parti communiste aux agraires. On note surtout l'absence dans la troïka fédérale d'Ivan Mel'nikov qui dirige la partie régionale de la liste pour Moscou. Cette absence constitue un double indicateur. Le premier, sur le positionnement du parti communiste par rapport au pouvoir durant la campagne et le second, sur l'état interne des forces au sein du parti. Pour connaître le sens qu'il convient de donner au contenu des troïkas, il est nécessaire de rappeler que les élections ont obéi à une règle : des rencontres préélectorales du président avec les candidats ont été organisées. Ces entrevues ont été l'occasion pour ces derniers de communiquer au président les noms de la première troïka de la liste fédérale de leur parti. Ainsi, l'un après l'autre, Guennadi Ziouganov le 19 septembre suivi de Vladimir Jirinovski le lendemain, ont eu un entretien avec Vladimir Poutine dans sa résidence à Sochi¹⁴. Ces entretiens se sont inscrits dans la tradition russe de « l'institutionnalisation du consensus » entre les élites¹⁵.

Quant au détail de la liste du parti communiste, celle-ci était composée de 515 candidats. Quarante députés se sont représentés parmi les 47 de la Douma du 4^{ème} scrutin. Y figuraient de « jeunes cadres » sur les listes régionales ainsi que des hommes d'affaires. Le KPRF a également fait appel, mais dans une moindre mesure, à des figures « locomotives ». Pour la majorité d'entre elles, contrairement à celles du parti « Russie unie », celles-ci envisageaient d'accepter leur mandat parlementaire.

Le « parti agraire de Russie » (PAR)

La liste du « parti agraire de Russie » est composée de 476 candidats avec 92 groupes régionaux. Le numéro un de la troïka est Vladimir Plotnikov, le leader du parti. En troisième position arrive un ex-député du parti communiste, Vasilij Šahdybin. Entre sa loyauté traditionnelle au KPRF et son soutien au pouvoir, la direction du parti a fait le choix du second, passant d'une « opposition constructive » au soutien des décisions du Président et au dialogue avec le gouvernement. Certains des membres ont exprimé officiellement leur confiance dans le gouvernement approuvant la nomination en septembre de Viktor Zubkov comme premier ministre, apprécié pour son expérience dans le monde agraire. La position du

PAR a été confirmée par la suite avec son soutien officiel apporté à la candidature du dauphin de Vladimir Poutine à la présidentielle. Cette orientation prise par le parti résulte sans doute de l'attaque du Kremlin en 2004 portée à son encontre.

Le parti « Force civique »

Dans le champ des partis libéraux a été créée la formation libérale, la « Force civique ». Cette formation est pro-Kremlin. Son allégeance a été exposée publiquement lors de la conférence du Parti du 31 juillet 2007 où Vladislav Surkov, l'adjoint de la tête de l'administration présidentielle, est intervenu durant la partie non publique de la réunion. Cette formation politique créée en mars 2007 se réclame comme une nouvelle force de droite pour, d'après son leader Mihail Barshievskij, remplacer les « vieux démocrates », le SPS et Iabloko¹⁶. Néanmoins, ce nouveau né créé sur la base de la « Russie libre » s'est rapidement avéré dans l'impasse, sa cote de popularité ne dépassant pas les 2-3%. C'est le parti qui a la liste la plus courte avec 254 candidats.

Le « parti démocratique de la Russie » (DPR)

Le « Parti Démocratique de la Russie » et ses 540 candidats est dirigé par Andrej Bogdanov. Son leader reste inconnu à l'échelle nationale comme le reste des candidats. Sur la liste, plus de la moitié des candidats est rattachée à seulement trois organisations non commerciales. Cette formation qui a priori milite pour l'entrée de la Russie dans l'Union européenne ne doit pas faire illusion. Ses pratiques indiquent qu'elle a été formée pour déconcentrer les votes des partis libéraux et démocrates, tels que Iabloko. Le DPR a contribué à exercer des pressions sur les partis de droite, comme l'a montré sa plainte juridique portée à l'encontre du parti SPS. L'objet de la plainte était révélateur. Le DPR réclamait que le SPS soit retiré des élections suite à un clip vidéo où Nikita Belyh, le leader du SPS déclarait : « On nous dit qu'il s'agira d'un référendum en la confiance donnée au président Poutine. En fait, il s'agira d'un référendum pour le retour à l'Union soviétique »¹⁷.

« Iabloko »

Quant à la liste des démocrates du parti Iabloko, composée de 339 candidats sur 98 groupes régionaux, elle est dirigée par son leader Grigori Iavlinski. Dans la troïka fédérale apparaît en numéro deux le nom de Sergej Kovalev, l'un des plus virulents « droit-de-l'homme » opposé à l'utilisation de la force sur la question tchétchène. Sa présence dans la troïka vient

mettre en avant le statut d'opposition du parti, même si la position des partis dits d'opposition a été biaisée par une série de conditions initiées d'en haut restreignant leurs cadres d'actions.

«L'Union des forces de droites » (SPS)

La troïka fédérale du SPS est quant à elle composée du leader Nikita Belyh et de son ex-leader, Boris Nemtsov. Quant au numéro trois, son choix a été l'objet de conflit au sein du parti. La décision finale a été portée sur Marietta Čudakova, une spécialiste de l'œuvre de Bulgakov, qui n'est pas membre du parti. Čudakova appartient à la commission pour l'attribution des grâces, sous la tutelle du Président de la fédération de Russie. Cette candidature semble avoir été désignée pour dépasser les divisions internes au sein de la direction du parti ayant opposé Maria Gaïdar à Anton Bakov et Boris Nemtsov. Ces querelles étaient apparues ouvertement lorsque la candidature dans la troïka du jeune soldat Andrej Sycev, tristement célèbre pour avoir été mutilé lors d'un lynchage au sein de l'armée en janvier 2006, avait été soulevée. Cet événement tragique avait reçu d'importants échos dans la société russe et avait mis en cause Sergej Ivanov, le ministre de la défense de l'époque (candidat à la succession de Vladimir Poutine). En voulant insérer le nom de Sycev dans la troïka, le SPS s'était vu accuser de chercher à s'inscrire dans les schémas du Kremlin, spéculant sur le successeur potentiel de Vladimir Poutine. La désignation de Čudakova a permis de mettre fin à la polémique sur la candidature de Sycev.

Par ailleurs, la candidature de Čudakova met aussi en avant l'absence pour l'image du parti de plusieurs figures clés dans la troïka : celle par exemple de Vladimir Ryžkov, leader du « Parti républicain de Russie », interdit d'enregistrement. Député de la Douma du 4^{ème} scrutin, il s'est fait remarquer pour son changement de camp, passé à l'opposition pro-démocratique. Ryžkov appartient à la nouvelle génération d'hommes politiques. Ni membre du SPS et de Iabloko, certains libéraux tels que l'économiste Evgenij Âsin, avaient vu en sa personne, l'homme capable d'établir pour les élections présidentielles de 2004 un pont fédérateur entre les forces démocratiques. Pour ces élections de 2007, le Kremlin a officiellement justifié le refus de la candidature de Ryžkov sur la liste du SPS par le fait que ses activités seraient financées par des sources étrangères. La candidature d'Irina Âsina, ancienne vice-présidente du conseil d'administration du fonds de bienfaisance créé par Mikhail Khodorkovski « la Russie ouverte » avait également été mise en avant¹⁸. Son refus aurait été dû à l'interdiction du Kremlin de voir dans la première troïka le nom de la compagne de route de Mikhail Khodorkovski¹⁹.

Quant au détail de la liste du SPS, celle-ci est composée de 302 candidats. Seulement 32 candidats sont députés dans les parlements régionaux²⁰. Le SPS a aussi eu recours à plusieurs noms de célébrités. Les listes du SPS et du parti agraire comptent de nombreux profils représentatifs des branches industrielles, les chefs d'entreprise du secteur électrique pour le premier et du secteur agricole pour le second.

La coalition non grata, « L'Autre Russie »

Bien que « l'Autre Russie » ne soit pas un parti politique enregistré, cette coalition droite-gauche a cependant composé, à l'instar des autres partis, sa liste de candidats ainsi que sa troïka dans le but de mener campagne²¹. Celle-ci était composée de l'ex-directeur de la Banque centrale Viktor Gerashienko limogé en 2002 par le Kremlin pour sa trop grande indépendance par rapport à l'équipe présidentielle, du leader du « Front civique uni » Gary Kasparov et de l'écrivain Edouard Limonov.

Stratégies encadrées et déboires des partis

Tout au long de la campagne, la menace de retraits de candidats des listes a pesé de façon plus ou moins forte sur les partis jusqu'à la date butoir du 26 novembre 2007. La perte de candidatures a pu porter préjudice aux partis, par la suppression de figure phare pour la représentation régionale. Cela a pu aboutir à la fin du groupe régional. Enfin, les partis étaient menacés d'être retirés de la campagne s'ils perdaient 25% de leurs effectifs de départ ou si le nombre de leurs groupes régionaux se retrouvait en-deça de 80. Ces difficultés n'ont cependant pas empêché les partis de mettre en place des stratégies au départ largement encadrées. Parfois les contraintes ont été telles, qu'elles ont même amené certaines formations politiques à sortir des cadres d'opposition imposés au début de la campagne.

Russie Juste

Le parti a mené campagne en développant plusieurs actions participant d'une stratégie de séduction de l'électeur de gauche. Par exemple, au printemps 2007, lors d'un des rares conflits entre la Douma et le Conseil de la fédération à propos d'un projet de loi sur les signes de la victoire, le parti « Russie juste » s'est opposé à la proposition faite par la majorité parlementaire. Les députés membres de « Russie Unie » voulaient faire adopter la loi sur les symboles de la victoire en insistant pour que le drapeau rouge soit représenté seulement avec l'étoile sans la faucille et le marteau²². Le Conseil de la fédération présidé par Sergej

Mironov, majoritairement acquis à la cause de « Russie juste », a mis son veto invoquant le manque de respect des vétérans de la guerre. Le président Poutine a invité les parlementaires à chercher une variante afin de ne pas heurter les vétérans. Une autre loi a de fait été adoptée, reconnaissant le bon droit du Conseil de la fédération. Cette stratégie du parti « Russie Juste » défendant les symboles du parti communiste a aussi donné lieu à des tentatives de rapprochement avec le Parti communiste.

« Russie Juste », ce parti chasseur de têtes, a cependant fait office d'arroseur arrosé lorsque le 1^{er} octobre, Poutine a déclaré prendre la tête de la liste de « Russie unie ». L'annonce du président du 1^{er} octobre 2007 a mis fin à l'idée de bipartisme s'appuyant sur deux partis présidentiels. Ce nouveau statut de Vladimir Poutine retirait au président sa qualité informelle d'arbitre entre les deux partis présidentiels. « Russie juste » a fortement été touché par l'hémorragie de candidats, l'annonce du Président ayant donné lieu à de nombreux transferts en faveur de « Russie Unie ».

Aussi, d'autres faits ont-ils contribué à mettre en difficulté le parti, tant au niveau fédéral que régional. Les anciennes sections régionales du « parti des retraités » ont annoncé, lors du jubilé du parti des représentants, leur volonté de reconstituer l'ancien parti en 2008. Pour cela, elles ont fait savoir leur intention de se rétracter du parti « Russie juste ».²³ Les déclarations de l'organisation des retraités visaient à montrer que le parti « Russie juste » était au bord de l'implosion, contribuant ainsi à porter atteinte à la stabilité de ce dernier. A cela, un ensemble de rumeurs tout au long de la campagne sur les difficultés rencontrées par ce parti ont abondé dans le sens de l'implosion, elles-mêmes cautionnées par la défection massive de ses membres²⁴. Le parti s'est vu affaibli par l'exclusion de l'un des membres de sa troïka fédérale, le jeune leader Sergej Shargunov. Ce dernier avait adhéré en 1998 au parti national bolchevique, actuellement interdit, et en 2005 avait intégré le parti « Rodina » puis s'était montré à la tête de l'union de jeunesse « Pour la patrie ». Il s'était fait connaître pour ses actions d'opposition, en particulier pour ses critiques publiques à l'égard du président lors de meetings rapportées dans des publications²⁵. Le parti a été forcé de l'exclure. Par ailleurs, le parti a été atteint par l'exclusion de certaines de ses « locomotives » dans des régions où ses listes régionales étaient en position de force, en particulier face au premier parti présidentiel. La région de Stavropol en est un exemple. L'ex-gouverneur du territoire de Stavropol de « Russie juste » vainqueur lors des élections de mars 2007 des élections régionales sur le candidat de « Russie Unie » a été remplacé par un gouverneur affilié à « Russie unie ». Puis, le maire de Stavropol, Dmitrij Kuz'min, membre de la liste de « Russie juste » a été évincé de

la liste régionale à la fin novembre 2007, officiellement pour agitation électorale irrégulière et abus de fonction, suite à une plainte du parti agraire. L'atteinte dans la région portée au parti a été renforcée par le refus de participation aux élections du président du parlement régional Andrej Utkin²⁶. Des cas similaires se sont produits dans d'autres régions. L'ensemble de ces difficultés a entraîné plus d'une centaine de défections de candidats. Avec 556 candidats au départ, à la mi-novembre ces derniers étaient inférieurs à 450.

Le SPS

Le parti SPS a été affaibli non seulement par la conjonction extérieure due à l'évolution de sa position par rapport au pouvoir, mais aussi par des failles à l'intérieur du parti.

Une mouvance "sociale" a été exprimée en son sein, qui n'a pas fait l'unanimité parmi ses membres, et qui a été l'objet d'attaques et de discriminations de la part des autorités. Cette mouvance "sociale", en vue de se « rapprocher du peuple », a consisté à mettre en avant des thèmes traditionnels de "gauche". Des thématiques sur la charité et l'humanisme ont été développées. Le parti a fait des promesses sur l'augmentation des retraites. La mouvance a été menée par Anton Bakov, député de la douma du 4^{ème} scrutin. En contrepartie, le slogan du SPS sur « l'achèvement (au sens de mener à bien) de la construction du capitalisme » a été mis en sourdine²⁷. Les autorités non favorables à l'appropriation de thèmes sociaux par ce parti semblent avoir utilisé cette tendance pour le discréditer davantage en menant à son encontre des actions à caractère diffamatoire. Une campagne de discrimination donnant lieu à plusieurs actions massives portant atteinte à l'image du SPS, telle que la distribution de tracts dans plusieurs régions, a été menée²⁸. Cette orientation sociale a également contribué à affaiblir la cohésion interne du parti, déjà mise à mal par le problème de son positionnement par rapport au Kremlin.

Les leaders fédéraux du SPS ont longtemps cherché à coopérer avec le Kremlin. Cette position n'a cependant pas été approuvée par la section SPS de la ville de Moscou en confrontation directe depuis mars 2007 avec la direction fédérale du parti. La section de Moscou a de façon autonome pris part aux actions d'opposition menée par « L'autre Russie » et est intervenue contre le soutien au successeur de Vladimir Poutine pour les élections de 2008. Le conflit débuté en mars s'est exprimé suite à une mesure de réenregistrement des membres de la section moscovite, imposée par la direction fédérale du parti. Cette mesure a donné lieu à une perte de plus de 60% des effectifs de la section urbaine, passant de 2400 à 950 partisans, ainsi qu'à un départ de sa direction. Cette section s'opposait au fait que l'entrée à la Douma puisse s'obtenir aux conditions du Kremlin, ce qu'une partie de la direction

fédérale du SPS semblait au contraire accepter²⁹. La ligne prise par la direction du SPS s'explique par la composition du parti, puisque Anatoli Tchoubaïss qui est membre du bureau politique fédéral du SPS est à la tête de RAO EËS, l'une des plus puissantes compagnies énergétiques nationales de la Russie. La position importante qu'il occupe dans le parti est à l'origine du positionnement non confrontationnel du SPS avec le Kremlin.

De manière générale, la position de départ du SPS par rapport au Kremlin n'est pas propre au parti. Elle s'inscrit dans les cadres d'actions cloisonnés imposés à l'ensemble des partis participant à la campagne. La direction fédérale du SPS comme celle de Iabloko, avaient signé au printemps 2007 une « charte de résistance à l'extrémisme » leur interdisant de mener des actions communes avec plusieurs organisations³⁰. Parmi celles-ci, figurait celle d'Edouard Limonov. Ces chartes ont visé tout particulièrement les partis ayant l'intention de prendre part aux « Marches du désaccord ». L'initiative de la signature de chartes avait été prise à l'origine par « Russie Unie ». Comme les rencontres entre le Président et les leaders des partis et comme le tri informel des candidats fait dans les troïkas des listes de partis, ces chartes participent à l'institutionnalisation par le pouvoir de cadres restrictifs d'actions aux partis autorisés à participer aux élections.

En dépit du pacte « anti-extrémiste » et de ses liens entre la corporation d'Etat et le parti, la direction du SPS va changer de stratégie au cours de la campagne. L'une des interprétations données à ce tournant est expliquée par la rupture de l'accord tacite entre le Kremlin et le SPS illustrée à travers le message de Vladimir Poutine du 14 septembre au club international de discussion « Valdaj »³¹. Le président avait exprimé son mécontentement sur le fait que l'argent de la compagnie RAO EËS puisse financer le SPS. Selon le leader Belyh, les sponsors traditionnels du parti auraient à partir de là, commencé à stopper leur financement³². Vers la fin du mois d'octobre, le parti va se lancer dans une série d'actes d'opposition. Il ira jusqu'à lancer une plainte juridique, en vain, auprès de la Cour suprême contre l'intervention de Vladimir Poutine à la tête de « Russie Unie ». Cela a donné lieu à des contre-attaques. Le SPS s'est vu soustraire par les forces de l'ordre plus de 15 millions de tirages de son journal d'agitation « Problème n°1 » dans 24 régions. Ce tournant de la radicalisation prise par le parti a creusé le fossé qui sépare les « électriciens » Anatoli Tchoubaïss et Leonid Gozman, tous deux membres du conseil d'administration de RAO EËS de Russie, le second à la tête de liste de la section de Saint-Pétersbourg, de Boris Nemtsov et Nikita Belyh, ces derniers voulant un SPS comme force d'opposition à part entière³³.

L'adjonction des leaders du SPS Boris Nemtsov et Nikita Belyh aux actions de « L'autre Russie » n'a pas été accueillie de façon unanime dans les organisations régionales du parti. Le mécontentement face à la radicalisation s'explique notamment par la composition sociologique des membres du SPS, réunissant de nombreux hommes d'affaires, dont l'intérêt n'est pas de se voir cataloguer dans l'opposition³⁴. Des retraits massifs de candidatures de la liste ont eu lieu. C'est le cas de plusieurs têtes de groupes régionaux comme celle de Ūrij Tebin, leader de liste électorale du SPS pour le territoire de Krasnodarsk, de Vladimir Malinin et de Vladimir Nikitin leaders de la liste d'Ul'ânovsk, de Vaha Evloev en Ingouchie, d'Anatolij Tihanov à Pskovsk, de Rasul Aliev au Dagestan, d'Andrej Osipenko dans la région de Nijni-Novgorod, de Leonid Gonin en république d'Oudmourtie³⁵. Certains leaders des listes régionales, comme Igor Pankratov de la région de Briansk, ont justifié leur départ en désapprouvant la voie prise par le SPS en opposition à Vladimir Poutine. Certains des membres s'opposent à l'association du SPS à « la marche de ceux en désaccord » de « l'Autre Russie », la coalition associant des personnes aux profils très divers, comme celles d'Edouard Limonov et de Viktor Anpilov, étrangers aux idées du SPS³⁶. Selon les membres du parti, certains de ces retraits sont la conséquence des pressions exercées par le pouvoir. De fait, la radicalisation du SPS critiquant le « plan de Poutine » a donné lieu à une attaque médiatique de la part des autorités consistant à dénigrer le parti sur les chaînes nationales, en faisant endosser à ses leaders la responsabilité de la crise de 1998³⁷. Sur le terrain, le SPS a été confronté à des actes de stigmatisation visant à le discréditer, comme l'a montré la distribution aux retraités en son nom de fausses cartes de rabais.

Le SPS est le parti qui a été le plus concerné par la menace de retraits tout au long de la campagne. À la date du 15 novembre, bien que composé de 85 groupes régionaux, 16 de ces groupes n'avaient plus que deux candidats et un groupe n'avait plus qu'un seul candidat. A la même date, d'autres partis se retrouvaient également avec des groupes régionaux en position fragile, composés seulement d'un candidat. Le « Parti de la justice sociale », la « Force civique » et « Iabloko », en avaient respectivement 27, 10 et 6³⁸.

Iabloko

Le parti « Iabloko » a également connu un mouvement de radicalisation durant la campagne. Cette évolution a pareillement porté atteinte à sa cohésion interne. La formation politique a été touchée par plusieurs soubresauts. Suite aux pressions administratives des autorités, la branche régionale pétersbourgeoise a soutenu la radicalisation, contrairement à la direction fédérale du parti. Sergej Mitrohin, le leader de la section moscovite de Iabloko a condamné la

radicalisation. La branche pétersbourgeoise et l'aile de la jeunesse ont insisté pour que Iabloko participe aux marches de « l'Autre Russie ». Si ce rapprochement a été condamné par Iavlinski, désapprouvant la composition hétérogène de « l'Autre Russie » qui intègre des personnalités des mouvements nationalistes et de la gauche radicale³⁹, ces pressions de l'intérieur ont conduit à un durcissement de la ligne du parti. Elles ont forcé la direction à prendre en considération des actions de « l'Autre Russie » en dépit de ladite « charte de résistance à l'extrémisme » signée par Iabloko au printemps 2007.

Le KPRF

Durant la campagne, le parti communiste a été confronté à plusieurs difficultés, externes et internes. « Russie juste » a en particulier fait pression sur le KPRF en alternant attaques et propositions d'absorption, pour le démonopoliser de ses thèmes traditionnels, de ses membres et capter une part de son électorat⁴⁰. Pour cela, plusieurs moyens de pression ont été utilisés. Le parti de Mironov a lancé une plainte auprès de la Cour suprême pour tenter en vain d'exclure le KPRF de la campagne⁴¹. Les allégations de Sergej Mironov pour faire de « Russie Juste » la seule force de gauche du pays en aspirant les autres formations de gauche ont toujours été comprises comme étant de l'intérêt du Kremlin et refusées par Guennadi Ziouganov, le KPRF se considérant publiquement comme la seule force d'opposition du pays. Bien que le parti n'ait pas reconnu les résultats officiels des élections, et qu'il ait mené quelques mesures ponctuelles de protestations contre « Russie Unie », certains faits indiquent qu'il a accepté les règles du jeu décidées d'en haut, comme nous l'avons remarqué auparavant à travers la rencontre entre le président Poutine et Guennadi Ziouganov⁴².

Ce positionnement nous éclaire également sur le sens à donner à certaines de ses difficultés internes rencontrées durant la campagne. L'attaque portée en ses rangs par la direction pour maîtriser les éléments considérés comme les plus radicaux, qualifiés de neotrotskistes, est un indicateur. La direction s'en est prise à deux figures, celle d'Anatolij Baranov et de Pavel Basants, les accusant de mener une conspiration dans les rangs. Le premier aurait fait figurer sur son site personnel, ainsi qu'occasionnellement sur le site du parti, des messages au contenu jugé trop radical, menaçant la ligne du KPRF. Suite à ces accusations, il quittera le parti pour celui de la « Justice sociale ». Le second, dirigeant l'organisation du parti dans l'okrug ouest de Moscou, avait en décembre 2006 ouvertement critiqué Vladimir Poutine, le traitant notamment de traître du peuple⁴³. La question de leur exclusion a révélé des divisions au sein de la direction, notamment entre Guennadi Ziouganov et Ivan Mel'nikov, son vice-président, le second plus enclin à réformer le KPRF, notamment par le levier de la jeunesse du

parti. Remarquons aussi que les communistes semblent avoir intégré les règles du jeu jusqu'à adopter des comportements mimétiques. Ainsi, sur le modèle de « Russie Unie » et de son « plan Poutine », ils ont renommé à la fin du mois d'octobre leur programme « Plan du KPRF, plan du peuple ».

L'opposition hors-système

Le coalition hors système droite-gauche « L'Autre Russie », dont l'activité générale a été mise en avant dans les médias occidentaux renvoyant à l'image d'un mouvement uni dirigé par l'ancien champion d'échecs Gary Kasparov, a connu plusieurs difficultés dans son activité frontale d'opposition au pouvoir. Le mouvement n'a pas été exempt de problèmes et de divisions internes. La mise en place de primaires afin de déterminer un candidat d'opposition à la présidentielle a eu lieu pendant la campagne des parlementaires. Les principaux concurrents opposaient Gary Kasparov, à la tête du « Front civique uni » associé à Edouard Limonov face à l'ex-premier ministre Mihail Kassianov, dirigeant « l'Union démocratique populaire » (NDC)⁴⁴, connu pour son appartenance à la famille politique d'Eltsine et pour son rôle de négociateur auprès des institutions financières occidentales. L'idée des primaires n'a pas fait l'unanimité. Au début de l'été, Mihail Kassianov a même déclaré quitter « L'autre Russie » étant en désaccord avec la procédure des primaires. Ces dissensions se sont également manifestées pendant des marches, comme celle à Moscou du 7 octobre organisée par le NDC, où les leaders Kasparov et Limonov de « L'Autre Russie » ont refusé de participer. Au sein même du « Front civique uni » des querelles sont apparues, comme en a témoigné le départ de Tatiana Ivanova, à la tête de la section du mouvement de la région de Moscou⁴⁵. A cela, plusieurs mésententes entre les leaders des partis libéraux concourant aux élections tels que Iavlinski et Kasparov de l'opposition hors-système se sont exprimées.

Qui plus est, une stratégie de stigmatisation de l'opposition hors système a été mise en place à plusieurs niveaux, les acteurs locaux ayant joué un rôle prépondérant au cœur de cette stratégie. L'organisation « L'Autre Russie » a rencontré des difficultés pour se réunir dans les régions et louer des locaux⁴⁶, les autorités locales refusant de se porter garantes d'un mouvement en opposition radicale au pouvoir. Les autorités urbaines, comme la Mairie de Moscou, ont officiellement interdit les cortèges des « Marches de ceux en désaccord » le 7 octobre. Les forces de l'ordre ont coupé court aux rassemblements, opéré à des arrestations de partisans et de leaders⁴⁷ comme celle de Gary Kasparov le 24 novembre à Moscou. Par ailleurs, le mouvement a été visé par des tentatives et des stratégies de disqualification. À titre d'exemple, Alexandre Belov, président du mouvement contre l'immigration illégale (DPNI)

et Vladimir Basmanov, coordinateur du conseil central du mouvement, associés aux dites « marches russes » et qui prônent la haine raciale, ont appelé publiquement leurs compagnons à coopérer avec « l'Autre Russie »⁴⁸.

Il est difficile de connaître quelle part de soutien populaire pourrait avoir un tel mouvement en opposition à Vladimir Poutine qui rassemble différentes personnalités hétéroclites. Certes, les manifestations dans un contexte de pression ont rassemblé peu de gens. Pourtant, il paraît difficile d'imaginer que cela soit le seul fait des pressions. Dans le contexte actuel, où la cote de popularité du président est élevée et où la majorité des Russes sortis des années 90 sont en quête d'ordre et de stabilité, il est difficile d'envisager qu'un mouvement proposant la destruction de l'ordre en place puisse bénéficier d'un réel appui populaire. De plus, dans un contexte où les valeurs majoritairement partagées du pays sont celles de l'affirmation de la singularité de la Russie doublée d'un discours de distanciation idéale de l'Occident, un soutien des pays extérieurs trop affirmé à l'opposition hors-système ne peut que mieux justifier le discours confrontationniste des autorités et nourrir l'anti-occidentalisme au sein de la population.

La campagne du parti du pouvoir

La mise en place d'un système de mobilisation des élites régionales au service de la victoire de « Russie Unie » et la domination du parti lors de la campagne médiatique ont joué un rôle principal.

La politique nationale des cadres comme facteur de domination du parti « Russie Unie »

La période précédant le cycle électoral s'est caractérisée par la densité des permutations des élites régionales. Le pouvoir fédéral a cherché à consolider en sa faveur la configuration des pouvoirs régionaux. Pour cela, tout au long de l'année 2007 avant les élections, une série de destitutions de gouverneurs a eu lieu. D'autres figures ont été nommées, jugées plus à même de servir les intérêts de la politique actuellement menée, celle de la consolidation de la « verticale du pouvoir ». On observe avant les élections la nomination croissante de gouverneurs « varègues », à savoir de personnes envoyées dans des régions sans racine avec cette dernière.

Le processus de rotation des élites qui n'est pas propre, bien entendu, à la période préélectorale, a toutefois eu tendance à s'emballer à ce moment-là. On remarque au fur et à mesure que l'on s'approche du cycle électoral, une augmentation progressive des destitutions et des nouvelles nominations. L'année 2007 a été marquée par la destitution de 8 chefs de l'exécutif régional. Seulement 2 départs ont eu lieu au début de l'année : au mois de février celui de Ali Alhanov, président de la Tchétchénie et le mois suivant, celui de Šerig-ool Ooržak à Tyva. L'été 2007 a été très dense, avec la destitution au mois de mai de Leonid Korotkov dans la région de l'Amour, au mois de juin, la fin du troisième mandat non renouvelé du communiste Leonid Potapov à la tête de la Bouriatie, les départs au mois d'août d'Ivan Malahov dans la région de Sakhaline, de Konstantin Titov dans la région de Samara, de Mihail Prusak de la région de Novgorod, et celui du communiste Mihail Mashkovtsev dans le Kamtchatka. Naturellement, ces départs ont été suivis de nouvelles nominations par le Président pour remplacer l'ancien corpus et pour consolider la position de « Russie Unie » dans les régions. En effet, une part des têtes destituées avait soit contribué à poser problème au parti du pouvoir, soit leur gouvernance n'avait pas élevé le potentiel du parti à la veille des élections. A Tyva, le conflit de Šerig-ool Ooržak avec le président du parlement régional a causé le départ du second de « Russie Unie » vers le parti « Russie Juste », entraînant ses alliés avec lui. Suite à la destitution de Šerig-ool Ooržak, la troupe a réintégré le premier parti présidentiel. Aussi, lors des dernières élections régionales dans la région de l'Amour, le gouverneur Korotkov n'a pas soutenu la fraction du parti. La responsabilité de Titov a été mise en avant à travers la défaite de « Russie Unie » aux élections de la mairie de Samara.

Bien que l'on remarque actuellement un grand nombre de permutations, il n'est pas possible de conclure à une rupture par rapport à la politique de « stabilité des cadres ». Un poste au niveau fédéral a été offert à plusieurs des têtes destituées. Une fonction dans l'administration présidentielle a été proposée à Leonid Potapov de Bouriatie et à Mihail Prusak, l'ex-gouverneur de la région de Novgorod, toutes deux figures symboliques de la période Eltsine. Pareillement, le président a proposé à Mihail Maškovtsev avant son départ un poste dans le conseil consultatif du Conseil d'État préalablement à la création du conseil en question⁴⁹. En plaçant ces ex-gouverneurs à Moscou, leur capacité d'influence sur leur région de prédilection est, elle aussi, éloignée et la recherche de formes de consensus continue d'être préservée. Par ailleurs, les régions touchées à l'été 2007, se trouvent en Sibérie orientale et en Extrême-Orient russe (à l'exception des régions de Samara et de Novgorod). Elles sont majoritairement

peu peuplées. En touchant aux élites de ces régions, le pouvoir fédéral reste donc prudent. Il ne met pas a priori en péril la stabilité nationale et donc l'issue du scrutin.

Enfin, les nouvelles nominations assurent au pouvoir fédéral pour les années à venir une configuration choisie du paysage régional en sa faveur, alors même que Vladimir Poutine ne sera plus président. Ces nominations, souvent de « varègues », mettent fin aux figures charismatiques régionales et en gomment les loyautés autour d'elles. La plupart de ces nouvelles désignations sont issues des milieux fédéraux et sont en lien étroit avec certaines corporations étatiques, pivots de la politique fédérale. Par exemple, d'après une enquête commanditée par le quotidien *Nezavissimaia Gazeta*, effectuée au mois d'août par l'Agence des nouvelles économiques, Vladimir Artâkov, à peine nommé dans la région de Samara suite à la destitution d'un poids lourd parmi les gouverneurs, se retrouve en 20^{ème} position ex aequo avec des gouverneurs possédant une capacité de lobbying des plus effectives sur un total de 84 sujets à la date du 1^{er} février 2008⁵⁰. Cette position toute acquise s'explique par ses liens avec l'agence russe « Rosoboronexport » en charge des exportations d'armes, ce dernier ayant été l'adjoint pendant plusieurs années de Sergej Ćemezov à la tête de la corporation⁵¹. Nikolaj Kolesov, le nouveau gouverneur de la région de l'Amour est aussi lié à « Rosoboronexport ». De la même façon, le nouveau gouverneur de la région de Sakhaline, Aleksandr Horoshavin, ancien maire de la ville d'Oxa au Nord de la région a, dès les années 80, travaillé en collaboration avec Bogdantchikov, le président du groupe pétrolier Rosneft'. Ces nominations témoignent de l'influence croissante des corporations dans les régions et sont une réussite pour les clans du Kremlin en relation avec elles.

Si les élections se sont inscrites en grande partie dans un schéma déterminé à partir « du haut », le cycle électoral de fin 2007-début 2008 a été aussi l'occasion pour les représentants des régions du pouvoir exécutif d'obtenir des garanties sur les délais d'exercice de leur pouvoir. Le calendrier des élections se rapprochant, il n'était pas dans l'intérêt du président de déstabiliser par un changement d'élites la configuration politique d'une région. Cette période a donc donné lieu à une augmentation des « demandes » par les gouverneurs « de la confiance devant le Président » avant même la fin de leur mandat⁵². Pour certains des gouverneurs en relations difficiles avec le Kremlin, ces demandes avant-terme ont été un moyen d'obtenir la garantie de leur reconduite pour un nouveau mandat. Si cependant le choix du président a été de refuser la demande de confiance du gouverneur, elle permettait à l'intéressé d'anticiper la fin de son mandat, en s'inscrivant en première place de liste régionale lors des élections de la Douma. Cette option pouvait ainsi laisser envisager de

briguer un mandat de député, permettant un départ du pouvoir dans la région sans bruit. Conformément à la procédure, les gouverneurs Valerij Serdûkov et Viktor Tolokonskij des régions de Leningrad et de Novossibirsk ont fait le choix de poser la question de la confiance devant le président avant les élections législatives pour le renouvellement de leur mandat. Le terme de leur mandat devait prendre fin respectivement en septembre et décembre de l'année 2008. Le gouverneur Serdûkov connaissait la configuration des rapports de pouvoir au niveau fédéral lui étant plutôt défavorable. Au moment de sa demande devant le président, il comptait parmi ses opposants plusieurs figures influentes comme Sergej Naryskin, vice-premier ministre, German Gref à l'époque ministre du développement économique et du commerce et Semen Vajnštok, le président de Transneft. Cependant il disposait des soutiens d'Igor' Sečïn, chef adjoint de l'administration présidentielle et de Sergej Ivanov, Premier Vice-premier ministre. Cette demande anticipée en juin 2007 lui permettait en cas de non reconduction de son mandat, de se placer en tête de liste régionale dans l'espoir de briguer un siège à la Douma, cela malgré l'opposition de la section régionale de « Russie Unie ».

Plus les élections se sont approchées, plus ces pratiques des demandes de confiance « avant terme » et des reconductions de mandat accordées par le président se sont intensifiées. De février à avril, un gouverneur a fait cette demande chaque mois : dans l'ordre chronologique, le gouverneur de Mourmansk Iurij Edvokimov, Viktor Kress de la région de Tomsk et Aleksandr Tkačev de Krasnodar. Ensuite, le processus s'est accéléré, le nombre des demandes et de reconductions avant terme augmentant chaque mois : en mai, 2 gouverneurs, en juin, 3. La première semaine du mois de juillet a connu 4 demandes de confiance au président : celle de Viktor Ishaev du territoire de Khabarovsk, de Dmitrij Zelenin de la région de Tver, de Serdûkov et Tolokonskij⁵³. Ces reconductions avant terme ont continué d'avoir lieu seulement quelques mois avant les élections, comme l'a montré celle à la mi-octobre de Nikolai Denin, gouverneur de Briansk. À la tête de la liste de « Russie Unie » depuis le début du mois d'octobre, le président n'a pas tardé à donner une réponse favorable à la reconduction du mandat, bien que le nom du gouverneur soit associé à plusieurs affaires criminelles soulevées par la procureure générale⁵⁴. Cette pratique de reconduction des mandats est étroitement liée à l'enjeu de la succession à Vladimir Poutine et donc aux élections présidentielles. Mais elle est aussi liée aux élections parlementaires puisque de nombreux chefs de l'exécutif ont dirigé dans leur région la liste du parti « Russie Unie »⁵⁵. L'ensemble de ces pratiques a démontré l'importance des élites régionales dans le déroulement de la campagne et sur le résultat des élections. Le facteur du contrôle de la ressource administrative a été prépondérant tout au long de la campagne, affectant l'accès des acteurs à la campagne électorale, puisque ces

administrations régionales ont déterminé dans chacun des sujets de la fédération les règles du jeu pratiquées.

Stratégies de « Russie Unie »

Stratégie de séduction parlementaire

Durant la campagne, les députés de la Douma d'État du 4^{ème} scrutin ont cherché à prouver l'importance et l'effectivité de leur activité parlementaire. Si le travail législatif accompli par la Douma du 4^{ème} scrutin n'a pas manqué d'être rappelé, la fraction majoritaire de « Russie Unie » a cherché à faire valoir son activité en élaborant durant la période électorale une profusion de nouveaux projets de lois. L'utilisation de la Douma comme plate-forme électorale a permis au parti majoritaire de s'adresser aux électeurs sur la nécessité de prolonger dans le long terme le travail législatif mené par « Russie Unie ». Ainsi, la dernière séance de la chambre basse du 16 novembre 2007 a été présentée comme un avantage pour la fraction « Russie Unie ». Des députés se représentant aux élections ont, le dernier jour, présenté des projets de lois. Quant aux députés sortants, des décorations d'Etat leur ont été remises par l'administration du Kremlin : l'ordre d'honneur, de l'amitié, la médaille pour « le service rendu à la Patrie ». Aucun communiste ni député membre du LDPR n'a reçu de telles décorations. Si ces décorations ont été un moyen de mettre en valeur l'activité de la majorité parlementaire, elles ont aussi été une marque de l'évolution de la cote d'influence des parlementaires, liée à leur relation avec certains clans. Ainsi, le quotidien *Nezavisimaâ Gazeta* souligne la non attribution de décoration à des parlementaires tels que Vladimir Graev et Vladimir Mokryj liés à German Gref, l'ancien ministre de l'économie destitué, cela malgré leur activité parlementaire remarquée⁵⁶.

Pour attirer l'électorat, « Russie Unie » a dès le printemps élaboré une série d'initiatives sociales. Une loi a été approuvée par les députés sur « le fond de coopération de la réforme du parc des logements communaux », selon laquelle les municipalités durant 3 ans devront recevoir des fonds pour la restauration des immeubles et la liquidation des logements vétustes. Dans la même orientation, le président du comité du travail et de la politique sociale, Andrej Isaev, député de « Russie Unie » a communiqué à la fin du mois d'août que la fraction du parti avait envoyé au gouvernement pour examen un projet de loi sur l'augmentation du revenu minimum à partir du 1^{er} décembre 2007⁵⁷. Face à ces initiatives budgétaires touchant au pré carré des partis de « gauche », les communistes ont à leur tour, cherché à montrer leur

position, en conduisant au début du mois de septembre un projet alternatif sur l'augmentation des retraites.

Stratégie de blocage de l'opposition parlementaire

D'une autre manière, la fraction « Russie Unie » a mené des initiatives visant à bloquer l'activité parlementaire des autres partis ainsi que les projets de lois non favorables au parti. A titre d'exemple, des corrections proposées en mars sur la législation électorale ont été réexaminées dans la seconde moitié du mois d'octobre pour être finalement écartées, jugées inopportunes. Ces corrections faites par trois députés n'appartenant pas à la majorité voulaient autoriser l'enregistrement des candidats des partis aux élections sans collecte de signatures et de caution.

Dans cette campagne de marketing au sein de la Douma, le parti « Russie juste » a lui aussi cherché à participer à ces enchères législatives. Dans le cadre de sa stratégie de séduction de l'électorat des partis de gauche, le parti a émis la proposition d'accorder aux habitants de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe le droit à un voyage annuel sur le territoire de la Fédération de Russie à un prix avantageux. Il a aussi élaboré un ensemble de projets de lois dans l'intérêt des couches défavorisées de la population. En septembre, le parti a soumis un projet de loi visant à apporter des limitations supplémentaires sur la publicité des produits alcoolisés et du tabac, en particulier des limitations à la sponsorisation des partis politiques par les producteurs d'alcool et de tabac⁵⁸. Cette dernière proposition de loi, en plus de sa dimension morale, a été interprétée par des chercheurs russes comme une mesure visant « Russie Unie », ce dernier étant soutenu par le lobby de la vodka. Ce projet de loi renvoie à celui sur l'interdiction de consommation de bière dans les lieux publics, avancé et voté en mai par la majorité.

Stratégie d'élargissement du spectre électoral

A l'instar de « Russie juste », « Russie Unie » a mis en place une stratégie consistant à élargir le spectre de son électorat. Elle a été conduite au-delà du cadre de la chambre basse. Le parti a mené un ensemble d'initiatives visant à s'approprier les symboles du parti communiste sans le parti communiste. Il a ainsi, au cours du mois de novembre, organisé dans plusieurs régions du pays une série de tables rondes dénommées « les leçons d'Octobre ». Il s'agissait de rassembler derrière soi le maximum des partis de gauche. Pour cela, « Russie Unie » n'a pas hésité à inviter des membres du KPRF, du LDPR ainsi que « la Force civique », le dernier se réclamant des valeurs libérales⁵⁹. En touchant à ces symboles, l'idée était, pareillement à la

tentative de transformation du drapeau rouge sans faucille et marteau, d'enterrer le monopole du parti communiste sur la date historique du pays. La concurrence entre les deux formations présidentielles s'est à nouveau affichée, « Russie Unie » ayant pris soin de ne pas inviter les représentants de « Russie juste » aux discussions. Cela permettait de prévenir toute confrontation face à un positionnement alternatif sur la question et assurait une réappropriation monopolistique des symboles pour « Russie Unie ».

La stratégie d'élargissement a également été mise en place sur le champ des valeurs idéologiques. Celle-ci a été développée avant l'annonce du président de diriger « Russie Unie ». Plusieurs plates-formes idéologiques ont été formées. Dans les faits, certains courants avaient déjà pris forme dans la Douma du 4^{ème} scrutin. Le premier, « libéral-conservateur » autour de Pavel Krashennikov et de Vladimir Pligin, à la tête du comité de la Douma sur la construction d'Etat. Durant la campagne, la plate-forme rattachée à cette tendance a été dirigée par Vladimir Pligin et Valeryj Fadeev, le rédacteur en chef de la revue « Expert ». Le second courant, « social » représenté à la Douma par Andrej Isaev, à la tête du comité de la politique du travail a été l'embryon de la plate-forme sociale. Ce courant a aussi été lié à la branche « chrétienne-conservatrice » considérée comme « socio-conservatrice », unissant les sensibilités de « gauche » dans le parti⁶⁰. Lors de la campagne, les directives données par Boris Gryzlov étaient de formaliser trois plates-formes idéologiques. Il s'agissait donc d'en créer de nouvelles, telle que ladite « conservatrice-patriotique », dirigée par Iurj Šuvalov, membre du présidium du conseil général du parti.

La création de plates-formes au sein même du parti met en avant l'un des problèmes de « Russie Unie », à savoir sa difficulté de sensibiliser l'électorat au-delà des cadres et de mettre en place une idéologie propre fédérant le plus de monde possible. En effet, « Russie Unie » est constitué majoritairement de cadres de la fonction publique. Cette tentative de mettre en place une forme de diversité a fait l'objet d'un certain scepticisme de la part de plusieurs politologues russes, certains y percevant les fondements de la division au sein du parti, voire de son implosion⁶¹. Aussi, une partie de l'opposition a-t-elle insisté sur le pluralisme de façade caractérisant « Russie Unie », comme si ses dirigeants se souciaient de créer un semblant de démocratie. Cette main tendue invitant au rassemblement de tout le champ politique ne pouvait dans les faits que gommer toute contenance idéologique.

Deus ex machina ?

Vladimir Poutine devient le n°1 de Russie Unie

Le moment fort et le plus déterminant de la campagne correspond à l'annonce du Président faite le 1^{er} octobre de concourir comme numéro un de la liste fédérale de « Russie Unie ». Suite à cette annonce, une missive de la direction du parti a été envoyée aux régions pour freiner le recrutement des membres⁶². Cette directive contribuait à démontrer l'engouement que provoquait l'inclusion de l'homme fort à la tête de la liste, dans un contexte où les autres partis étaient confrontés à des mouvements inverses. Cependant, si l'effet d'annonce du 1^{er} octobre a, comme l'indique *Kommersant*, créé un engouement avec deux fois plus de demandes d'adhésion, cela a montré aussi les limites de la consolidation de « Russie Unie », fortement dépendante de la figure du président.

Le 1^{er} octobre a fait événement puisqu'à partir de cette date, la campagne électorale a pris un nouveau cours. Alors que Poutine avait concouru à la présidentielle de 2004 sans faire campagne, ne participant pas aux débats et ne prêtant pas publiquement d'attention aux autres candidats, la campagne législative de 2007 est marquée par la participation du Président au cœur de la campagne de « Russie Unie ». Le concours de Vladimir Poutine comme numéro un de la liste de « Russie Unie » a eu des effets à la fois sur la stratégie adoptée par les partis et sur le comportement de leurs membres. Sa participation a modifié le contenu de la campagne, mettant au second plan le thème des législatives derrière la polarisation du champ politique autour de Vladimir Poutine. Les thèmes de campagne traditionnels des partis ont été relégués à l'arrière plan pour laisser place à une configuration dialectique de la campagne. Le champ politique s'est trouvé divisé entre les forces pour la continuation du processus politique développé sous Vladimir Poutine et contre la prolongation de ce dernier. La campagne parlementaire a ainsi pris la coloration de referendum à Vladimir Poutine, et le déséquilibre a fait que ce référendum a lui-même pris les apparences d'un plébiscite pour Vladimir Poutine. Il semble nécessaire néanmoins de faire la part des choses entre la construction d'un discours de la part des acteurs et les pratiques observées. Le plébiscite à Vladimir Poutine a été le thème central des propos des partisans. La dynamique du discours a eu les apparences d'une dimension performative. Cependant cela ne doit pas occulter le rôle essentiel de l'ensemble des composantes sociales et des instruments de soutien comme éléments décisifs sur l'issue du scrutin du 2 décembre 2007. La popularité du président associée à l'importance des ressources administratives et médiatiques dont a disposé le parti du pouvoir ont été les éléments de ce cocktail politique. En liant la campagne parlementaire à la popularité du président, le levier au cœur de la verticale du pouvoir dans le rapport centre/région qu'est le système de nomination des chefs par le président a été renforcé. Ce levier a conduit à une obligation de résultat de la part des chefs de l'exécutif régional pour le parti « Russie Unie ».

Les partis d'opposition ont cherché à dénoncer l'appropriation faite des élections et à déconstruire ce discours du plébiscite à Poutine, essentiellement de manière polémique et en surface. Leur problème est que le chemin pris de la radicalisation est venu s'inscrire dans la nouvelle dynamique instaurée par le parti du pouvoir. En se positionnant contre Poutine, ils ne faisaient que légitimer la question référendaire et donc a fortiori, le tournant pris par les élections. Cette polarisation s'est exprimée jusque dans l'espace virtuel. Sur Internet, la création de sites pour Poutine tel que « zaputina.ru » a été suivie de la formation de sites « contre Poutine » comme celui des jeunes de « Iabloko ». La campagne électorale, due au positionnement du parti « Russie Unie », s'est focalisée sur la thématique de la défense de l'ordre en place. La dialectique de la seconde partie de la campagne a été axée autour des notions de conservation/révolution, de stabilité/instabilité, de « plan Poutine » (associé aux années 2000) en opposition aux années 90, associées au règne des oligarques, d'intérieur/extérieur et d'amis/ennemis. Ainsi l'opposition, en particulier les partis libéraux, a été accusée d'être financée de l'extérieur, comme l'a exprimé le président au stade Lužniki, appelant à voter pour le parti « Russie Unie »⁶³.

Le « plan de Poutine », programme de « Russie Unie »

Le parti du pouvoir a axé sa campagne autour du programme électoral appelé « Plan de Poutine ». Ce « plan » ne correspond pas à l'image traditionnelle d'un schéma d'organisation et ne désigne pas un document précis. Les membres du parti ont scandé tout au long de la campagne cette expression de « plan de Poutine » : le « plan de Poutine, c'est le fondement de notre réussite historique, la victoire de la Russie ». D'autres slogans étaient orientés sur les projets internationaux associés à la réussite de l'action diplomatique du président, tels que « Poutine, merci pour l'APEC 2012 ! », ou pour les Jeux Olympiques : « Poutine, merci pour Sotchi-2014 ! »⁶⁴.

Bien qu'un flou certain demeure sur le « plan de Poutine », des personnalités du parti ont cherché à définir plus en profondeur sa signification, en énonçant les grands traits sans aller dans les détails sur la mise en œuvre de celui-ci. Il s'agit en fait de plusieurs grandes orientations reprises à partir des messages annuels de Vladimir Poutine devant l'Assemblée fédérale (les deux chambres) depuis 2000. Lors de son dernier message, le président Poutine avait désigné l'ensemble de ses messages annuels sur les 7 ans comme constituant un « plan conceptuel de développement de la Russie ». Pareillement Boris Gryzlov, le président du parti

« Russie Unie », avait défini le « plan de Poutine » comme la synthèse de ces messages (*poslania*) annuels. Ce « plan » n'arrive par à échéance dans 4 ans. Il s'inscrit sur une période de 10 ans. De plus, le « plan » est dit avoir déjà été entamé durant les mandats de Vladimir Poutine. Ainsi, le parti cherche à inscrire son rôle au-delà du terme d'un cycle électoral.

A partir des messages annuels du Président devant le parlement, cinq directives principales ont été reprises permettant de qualifier les orientations du « plan » pour les 4 premières années. La première est de valoriser « le développement de la Russie en tant que civilisation unique » (idée reprise à partir du message du président de 2005). Cet énoncé sur la singularité de la Russie vise à assurer un statut particulier au pays. Le terme de civilisation et l'accent mis sur l'unicité de la Russie renvoient aux discours sur l'exceptionnalisme traditionnellement liés aux discours sur la puissance. La défense de la langue nationale et d'un espace culturel commun sont mis en avant, plutôt que celle de la diversité des langues et des cultures au sein de la fédération de Russie. Ces derniers points sont repris lors du message du 26 avril 2007 où le russe, décrété langue de l'année en 2007 est présentée comme « la langue de la fraternité historique des peuples »⁶⁵. Aussi, ce volet comporte une dimension éducative puisque le soutien à l'éducation est envisagé. Ce premier point est repris à partir du dernier message du président au parlement du 26 avril 2007. Le renforcement de « l'unité spirituelle du peuple » y était présenté de façon étroitement liée au renforcement de l'unité et de la souveraineté du pays.

Le second point s'intéresse à « la formation d'une économie concurrentielle » axée sur le développement des innovations dans le domaine des nouvelles technologies. Les secteurs prioritaires mis en exergue sont la construction aéronautique et navale, le développement des nanotechnologies, avec pour chacun de ces secteurs la formation de nouvelles corporations d'Etat comme l'avait recommandé Vladimir Poutine en avril 2007. L'utilisation des avantages concurrentiels dans le secteur énergétique et la diversification de l'économie sont des buts envisagés.

Le troisième point est social. Il s'intéresse à assurer une nouvelle qualité de vie aux citoyens. La continuation de la mise en œuvre des 4 projets nationaux prioritaires entrepris à la fin de l'année 2005, tels que l'augmentation des salaires, des retraites et des bourses d'études ainsi que la résolution des problèmes de logement sont mis en avant. Le parti fait la promesse de la mise en place d'un programme de rénovation capitale des logements et de déménagement des populations des habitations vétustes vers des appartements modernes. Pour cela 250 milliards de roubles (soit 7,5 milliards d'euros) sont prévus jusqu'en 2012. Sur la nécessité de trouver

des financements supplémentaires, Poutine avait même fait la proposition populiste « de la vente des actifs de Youkos pour l'amortissement de ses dettes devant l'Etat ». Un ensemble de mesures vise également à augmenter la natalité. Le but recherché est l'arrêt de la diminution de la population, alors que rien n'est dit dans le programme sur la politique d'immigration. Autre point intéressant, le parti annonce que dans l'année à venir l'autonomie financière des sujets de la fédération et des formations municipales sera renforcée. Rappelons toutefois que les municipalités se sont retrouvées avec des charges supplémentaires dues aux nouvelles responsabilités obtenues, sans toutefois bénéficier de financement additionnel. Par ailleurs, ces charges devraient continuer à s'accroître puisque des mesures, comme par exemple le transfert d'aéroports d'envergure régionale, seront transmises en propriété aux régions comme l'a annoncé Poutine le 26 avril. L'avant-dernier point concerne le « soutien des institutions de la société civile », ainsi que la stimulation de la mobilité sociale. Ce point s'inscrit dans le projet du Kremlin de création de sa propre société civile avec l'ensemble de ses structures. Ce projet a déjà été entamé comme l'a montré l'édification de structures proches du Kremlin telles que l'Union des médias et la Chambre civique.

Enfin, le dernier point vise au « renforcement de la souveraineté de la Russie, des capacités de défense du pays ainsi que de la garantie d'une place digne dans le monde multipolaire »⁶⁶. Dans le programme préélectoral, il est précisé que la Russie a répondu et répondra à ses obligations internationales, les remplira strictement dans le cadre des traités conclus, tout en attendant en retour la même chose de ses partenaires. La souveraineté est conçue comme ne permettant pas l'ingérence directe de sources étrangères dans les affaires intérieures du pays. Ce dernier point est repris dans le message du Président du 26 avril où Vladimir Poutine associe les activités étrangères au nom de la démocratie au colonialisme. Selon le rédacteur de la revue « Profil », Mihail Leontev, participant aux tables rondes au parti, l'exécution du « plan » permettra de concrétiser la notion de « souveraineté réelle », à savoir que seul le droit ne suffit pas à garantir la souveraineté d'un Etat, la défense de la souveraineté nécessitant des ressources tangibles⁶⁷. Cette notion rejoint celle de « démocratie souveraine » développée par Surkov.

L'ensemble de ces points s'adresse à 2 catégories de lecteurs : un lecteur externe, étranger et en particulier l'Occident, et le lecteur interne amené à voter. Ces positions énoncées dans le programme souvent interprétés dans les médias occidentaux comme l'expression d'une volonté de puissance menaçante pour le voisinage, constituent l'ensemble des outils sur lesquels la Russie entend s'appuyer pour trouver une capacité d'influence sur la scène

extérieure. La mise en avant de ces outils que sont en particulier la langue et les nouvelles technologies illustre la tentative de la diplomatie russe de mettre en place de nouvelles stratégies d'influence, en créant des outils de *soft power* russe. Il s'agit d'élargir le panel des stratégies, de la coercition à la capacité de convaincre. Si cette mutation vise à renforcer la légitimité du pays, elle peut être aussi le signe de la prise en compte par les dirigeants des gains limités à long terme de la capacité de coercition du pays. Faire appel aux moyens de la contrainte sur les hydrocarbures est un jeu à double tranchant qui porte atteinte à la réputation de fournisseur stable et de confiance du pays, incitant les pays ciblés à rechercher des mesures de substitution.

Derrière ce programme préélectoral présenté comme un plan national sur environ une décennie et qui inscrit le parti comme un instrument de mise à exécution des orientations données par Vladimir Poutine, les enjeux sont doubles. Le premier est d'inscrire l'activité de Vladimir Poutine sur la décennie à venir. Le second est de consolider parallèlement le monopole du parti du pouvoir.

L'utilisation de la notion de « plan » contribue à créer l'effet d'une rationalité ainsi qu'une dimension organisée et volontariste, afin de convaincre sur la question de l'avenir du pays. En outre, l'emploi de la notion de « plan » a pour effet de présenter les faiblesses des mandats du Président en force. Alors que les questions du développement (non de la croissance) et des réformes structurelles de l'économie sont restées en suspens durant les deux mandats et que nombre de mesures sociales ont été impopulaires, le « plan », en mettant en 3^{ème} étape la question du développement venant après les deux premières étapes déjà accomplies, contribue à justifier la politique du président⁶⁸. Cette perspective évite de faire tout constat d'échec sur la politique de développement sous la présidence de Vladimir Poutine. La logique est la suivante : après la première étape, celle de la « mise en ordre » et la seconde caractérisée par « la concentration des ressources », viendra la troisième étape, celle du « développement du pays ». La première étape, renvoie à la mise en place de la « verticale du pouvoir », qui correspond notamment à la mise au pas par le centre fédéral des chefs régionaux de l'exécutif. Dans ce même schéma, la seconde est celle de la mise au pas des oligarques non loyaux à la politique et aux règles du jeu instaurées par le président ainsi que la phase du développement et du renforcement de corporations d'État. Dans ce raisonnement, la première et la seconde étapes ayant été exécutées, il n'y a pas de raison de penser que la troisième ne le sera pas. Cette équation vise à saper les fondements des critiques faites à propos de la politique de développement du pays. En effet, la politique régionale mise en place par le centre fédéral suscite nombre de malaises. L'idée d'une croissance avec un développement très inégal a été

mise en avant. La question de la redistribution des richesses aux régions fait toujours problème. Dans ce contexte, la mise en place de fonds fédéraux de réserve pour gérer l'avenir du pays en cas de crise, tel que le fonds de stabilisation créé en 2004, est d'autant plus mal perçue dans nombre de régions où les formations régionales et locales sont confrontées à de lourdes charges pour gérer le quotidien.

Cette nouvelle impulsion revendiquée par le parti pourrait sembler en contradiction avec la politique menée jusqu'alors. Le parti du pouvoir majoritaire à la Douma a voté un ensemble de lois ayant contribué à centraliser des ressources en faveur du niveau fédéral. Il a voté une loi sur les relations interbudgétaires imposant une stricte délimitation budgétaire des revenus et des dépenses des différents niveaux fédéraux, régionaux et locaux de compétences⁶⁹. Pourtant, il propose maintenant de financer à partir du budget fédéral un ensemble de mesures relevant de la compétence des budgets régionaux et locaux, comme le montre par exemple son projet dénommé « Les nouvelles routes des villes » pour soutenir les villes et les bourgs. A partir du budget fédéral devrait être financées la construction et la restauration des routes des capitales régionales⁷⁰. Mesure corrective ou logique de « plan » justifiant la déconcentration suite à la concentration des ressources? Le parti répond de la seconde⁷¹.

Le programme tente de s'adresser aux couches déçues qui n'ont pas tiré parti de la politique menée. Des réformes impopulaires avaient été prises, telles que la monétarisation de l'aide sociale (loi fédérale n°122) jusque-là délivrée sous forme d'avantages en nature. Suite à cette réforme, les retraités avaient exprimé leur mécontentement lors des manifestations de janvier 2005. Le défi est de taille. Le vote pour la première fois du budget fédéral sur la durée de trois ans (2008-2010) est une des mesures prises pour redonner confiance en l'avenir sur la question du développement socio-économique du pays. Un ensemble de projets sur différents secteurs économiques, avec pour chacun des sommes consacrées, sont énoncés dans le nouveau budget. Le parti cherche à s'affirmer comme celui « des affaires concrètes », se souciant des préoccupations du peuple, ce qui lui est reproché. Avec ce thème de campagne sur le développement socio-économique du pays, ce programme remet toute la responsabilité de la question du développement du pays, lourde charge, sur les épaules du successeur de Vladimir Poutine. La dénomination du programme « plan de Poutine », permettra si nécessaire, d'affirmer que le « plan de Poutine », sous le mandat du successeur n'a pas été exécuté de façon fidèle à son concepteur, ce qui justifierait un retour attendu du « leader national ». Quoi qu'il en soit, la réalisation du plan sera nécessairement inachevée à la fin du mandat du successeur puisque, comme nous l'avons mentionné plus haut, le « plan » s'échelonne sur une durée d'environ 10 ans.

Ce « plan » mystifie la figure du président omnipotent, cela alors même que le régime reste vulnérable, du fait de la forte personnalisation du pouvoir. Comme l'a montré Lilia Shevtsova, en cherchant à préserver le consensus entre les différentes forces antagoniques, Vladimir Poutine a été contraint de céder sur nombre de réformes structurelles. Contrairement au « plan de Poutine », son analyse du régime politique russe démontre davantage un président à l'agenda manquant de clarté et otage de son entourage.

Le rôle de relais des acteurs sociétaux

La jeunesse militante pro-Kremlin

Lors de la campagne, un ensemble d'organisations de jeunesse pro-Kremlin/pro-présidentielles ont été mobilisées. Ce projet de réseau d'organisations de jeunesse au service du pouvoir a été mis en place et soutenu par l'Etat dès l'année 2005. Plusieurs organisations ont ainsi vu le jour : celle des « Naši » (les Nôtres) créée au printemps 2005, de « la Jeune garde », du « changement civique », des « locaux », de « la jeune Russie », des « nouvelles personnes » ainsi que deux ailes de jeunesses du parti « Russie juste » comme le mouvement « Hourra ! ». La mobilisation de la jeunesse au sein de la campagne électorale a donné lieu les mois précédant les élections à la constitution de quartiers généraux préélectorales pour ces jeunes au sein des sections régionales du parti « Russie Unie »⁷².

Tout au long de la campagne, ces organisations de jeunesse ont été investies de plusieurs tâches. La première a été de signifier le caractère massif du soutien à Vladimir Poutine afin de conduire à un vote massif pour « Russie Unie » le 2 décembre. Pour cela des actions de propagande ont été menées. L'utilisation de ces mouvements devait permettre de canaliser des « sans parti » et des réfractaires au premier parti présidentiel, au nom de la confiance au président. La manifestation la plus remarquée, relayée par les chaînes de télévision nationales, s'est déroulée au stade « Lužniki » le 21 novembre 2007. Il s'agissait de faire rencontrer Vladimir Poutine en tant que leader informel de « Russie Unie » avec les militants des mouvements de jeunesse « les Nôtres » et « la Jeune garde ». Vladimir Poutine a lancé un appel à voter pour le parti tout en mobilisant la foule autour de la thématique de l'ennemi intérieur, de l'opposition, présentée comme révolutionnaire et étrangère à la Russie et donc subversive pour le régime en place⁷³. Lors de cette manifestation, 500 membres de « Russie Unie » ont été remarqués avec, parmi eux, des membres de la direction du parti et des députés. A travers ce forum, il s'agissait de signifier la coalition parti/non parti, unie autour de Vladimir Poutine, cela à quelques jours des élections⁷⁴.

La seconde tâche revenant à ces groupes fut d'investir l'espace public pour contrer l'opposition libérale sur ses lieux de regroupement. Au-delà des actions de propagande pro-Kremlin, le but était cette fois-ci de mener des actions de « contre-propagande », à savoir de discrimination. Ces opérations étaient effectuées par les groupes de jeunes organisés en brigades. Selon leurs membres, il s'agissait d'inhiber la « menace orange ». Cette politique de *containment* de « "l'ennemi intérieur" subventionné de l'extérieur » et de propagande pro-Kremlin a donné lieu à une multitude d'agissements visant directement l'opposition, comme les attaques menées le 21 septembre 2007 par les mouvements des « Nôtres » et de la « Jeune garde » au cours du congrès du parti « Le peuple pour la démocratie et la justice » du leader Mihail Kassianov⁷⁵. De manière générale, les actions des jeunesses pro-Kremlin ont reçu la caution tacite des autorités locales affiliées à « Russie Unie » et des forces de l'ordre qui ont montré une certaine passivité à l'égard de leurs membres.

Malgré l'unité et la cohérence apparentes du réseau, les différents groupes de jeunesse pro-Kremlin ont laissé entrevoir des signes de compétition entre eux. Des critiques et des dénonciations ponctuelles de la part de leurs commissaires sur l'activité des autres groupes ont été adressées aux supérieurs du parti. Lors de la mise en place de projets, certains groupes comme les « Nôtres » ont été peu disposés à collaborer avec d'autres groupes au sein même de ces quartiers généraux électoraux de jeunesse créés pour la campagne. Cette concurrence entre les groupes s'est retrouvée entre leur leader, comme l'a montré l'opposition entre Vasilij Âkemenko, l'ex-leader des « Nôtres » et Sergej Šargunov, le leader du mouvement « Hourra ».

Le pouvoir a cherché à mieux encadrer l'activité de ces groupes. C'est dans ce but que des rencontres mensuelles ont été planifiées entre les représentants de ces organisations avec Vladislav Surkov, chargé des projets des mouvements de jeunesse⁷⁶. Durant l'été, pour mieux préparer l'action des groupes lors de la campagne, la direction de « Russie Unie » a cherché à coordonner l'action des différents mouvements. Pour cela le parti a signé avec chacun des mouvements des contrats où le territoire et la zone de leur responsabilité ont été délimités. Dans le cadre de cette délimitation des responsabilités, les « Nôtres » ont réclamé un rôle prépondérant dans une série de quartiers généraux, ce à quoi les autres mouvements se sont opposés.

Alors qu'un mouvement de restructuration des institutions étatiques de la jeunesse est en cours, l'avenir de ces organisations pro-Kremlin après les élections législatives est en suspens

puisque la principale tâche, prévenir la « menace orange », est maintenant derrière eux⁷⁷. Avant et pendant la campagne, le pouvoir a fait entrevoir à ces jeunes des possibilités de carrière annexe, notamment au sein de la Douma. Mais après la répartition des mandats, de nombreuses portes se sont refermées. Certains ont même publiquement exprimé leur mécontentement envers le pouvoir, comme Aleksej Radov, l'un des dirigeants de la « Jeune Garde », soulignant les blocages de carrière auxquels la jeunesse au sein du parti du pouvoir est confrontée. Nombreux sont ceux qui ont quitté dès janvier 2008 ces organisations militantes pro-Kremlin⁷⁸. Ces départs ont donné lieu à de nouvelles stratégies de reconversion pour les plus ambitieux. La décision de Vladimir Poutine à la fin du mois de septembre 2007 de créer un comité gouvernemental pour les affaires de la jeunesse sous la tutelle du Premier ministre a conduit à la fin décembre à envisager une réorientation en laissant le mouvement derrière eux, comme l'a illustré le départ de Vasilij Âkemenko des « Nôtres ». Cela signe-t-il la fin de ces organisations ? Il est trop tôt pour le dire. Certains faits relatés montrent que des nouvelles recrues sont concomitantes avec ces départs. La semaine suivant les élections législatives, une nouvelle sous-division des « Nôtres » a été formée, celle des « oursons ». Au sein de cette sous-division des plus petits « Nôtres » constituée d'enfants de 8 à 15 ans, on compte environ 3000 enfants qui, d'après la responsable du mouvement, sont censés servir de levier pour mobiliser les parents à voter⁷⁹.

Lesdits "mouvements populaires"

En plus de l'effort de mobilisation des organisations de jeunesse durant la période préélectorale, la campagne a donné lieu entre la mi-octobre et le début du mois de novembre à une série de meetings dans plusieurs villes de Russie visant à démontrer le soutien populaire spontané, issu du bas à Vladimir Poutine. La première manifestation a eu lieu à Tver le 24 octobre et a été réitéré à plus grande échelle le 15 novembre. Avec l'ensemble de ces ressources, il s'agissait de créer une coalition « Pour Poutine ! » non partisane (au sens de non rattachée au parti). Ces manifestations « d'en bas » dans les régions, devaient légitimer par leur assise populaire le cours pris par les élections législatives. C'est pour cela que le conseil de coordination du mouvement ne comptait qu'une seule figure fédérale, celle de l'avocat Pavel Astahov. La majorité était composée de représentants des régions. Cette manifestation s'est accompagnée d'autres mesures visant à démontrer la nature populaire du soutien à Poutine comme la collecte massive de signatures⁸⁰. Des meetings semblables ont été organisés dans plusieurs capitales régionales de Kaliningrad à Vladivostok. Les membres des groupes de jeunesse ont participé à ces meetings. Quant à « Russie Unie », contrairement à sa relation

visible avec les mouvements de jeunesse, celle-ci s'est gardée d'afficher une affiliation avec le mouvement « Pour Poutine »⁸¹. Le parti n'ayant pas la cote de popularité du président, cette mesure est venue s'inscrire dans la logique du pouvoir de transformation des élections législatives en plébiscite à Poutine.

Les Institutions religieuses

Le choix a été fait pour le parti du pouvoir de rechercher l'appui de l'Eglise. Ainsi, dans la seconde moitié du mois de novembre, après s'être tourné vers les représentants spirituels des communautés musulmanes, Vladimir Poutine a reçu les représentants de l'Eglise Orthodoxe de Russie pour capter le vote de l'électorat croyant et apporter une nouvelle source de légitimité à son autorité. Pour cela, les bénéfices de la continuation d'un partenariat entre l'Eglise et le pouvoir ont été rappelés. Cette rencontre a mis en avant les gains potentiels pour l'Eglise à appuyer « Russie Unie ». Le soutien au parti a été présenté comme un gage de continuation du processus des retours des biens sacrés à l'Eglise⁸². Aussi, le soutien du président pouvait-il s'avérer utile sur la question épineuse de l'éducation. Les représentants de l'Eglise, en particulier de « l'Union des citoyens orthodoxes », avaient en vain fait appel au pouvoir pour empêcher la Douma d'apporter des amendements prévoyant le retrait de la composante régionale de l'éducation qui inclut l'enseignement des « Principes de la culture orthodoxe » dans les écoles régionales. Ces amendements avaient été adoptés à la Douma le 13 novembre, fixant le retrait de cette composante. Ainsi en soutenant « Russie Unie », les représentants de l'Eglise pourraient espérer obtenir le veto présidentiel. Enfin, cette collaboration a laissé entendre que de nouvelles marges d'influence pourraient être accordées à l'Institution orthodoxe dans la société, ses représentants proposant la création d'un conseil sur les affaires morales. De l'autre côté, cette coopération a entraîné la formation d'« ailes orthodoxes » dans les organisations pro-Kremlin.

D'autres couches de la population ont été mobilisées. Ainsi, la communauté des affaires a été appelée à participer aux élections. Pour cela, Vladislav Surkov s'est adressé à ses représentants réunis lors d'une réunion du club Stolypenskij à la fin du mois d'octobre⁸³.

Les médias

En Russie, le canal d'information le plus accessible pour la population reste la télévision. Or, l'agitation préélectorale sur les chaînes de télévision, notamment à travers les clips de campagne et les débats politiques a fait l'objet de peu d'attention de la part des

télespectateurs⁸⁴. Ces derniers résultats s'expliquent par le fait que la configuration générale du scrutin de ces élections pouvait sembler à beaucoup fort prévisible. Néanmoins, d'autres facteurs ont vraisemblablement contribué à creuser la tendance. Deux raisons sont données d'après TNS Gallup Media, la plus grande société russe d'étude du marché des médias : la faible qualité de la propagande et le fait que pour la première fois dans une campagne électorale en Russie, les chaînes d'Etat qui déterminent les horaires de diffusion des débats n'ont pas pris en compte la notion de *prime time*, plages horaires durant lesquelles l'audimat est à son maximum⁸⁵. La loi fédérale « Sur les élections des députés de la Douma d'Etat » qui exige que l'antenne gratuite soit octroyée « durant la période où les émissions de télévision et de radio font le plus grand auditoire » n'a donc pas été respectée⁸⁶. Cette entorse à la loi a fait que les débats sur la chaîne « Rossiâ » ont eu lieu entre 22h50 et 23h20. D'autres chaînes ont diffusé les débats en début de matinée. Ces temps de diffusion des débats télévisés se sont radicalement distingués de ceux des élections de 2003, diffusés lors du *prime time* (18h30-21h). Par ailleurs, peu de discussions ont eu lieu entre les concurrents et rares ont été les explications données aux téléspectateurs sur le contenu des programmes. Les débats ont été vidés de toute dynamique, la loi de décembre 2006 interdisant pendant les temps d'antennes impartis aux candidats et aux partis l'expression de toute propagande contre leurs adversaires politiques. Ces caractéristiques ont visiblement été facteur du peu d'attention prêtée aux débats télévisés.

L'une des caractéristiques majeures de l'agitation préélectorale sur les chaînes de télévision a été l'absence, comme en 2003, de participation de « Russie Unie » aux débats. Le parti a officiellement refusé de participer aux débats préélectoraux diffusés sur les chaînes fédérales et locales ainsi que sur les ondes de radio. En contrepartie, ce dernier s'est vu octroyer le quasi doublement de son temps d'antennes de télévision et de radio pour la diffusion de ses clips électoraux. C'est le seul parti ayant fait l'objet de cette mesure malgré la vaine tentative du « parti démocratique » d'obtenir les mêmes conditions⁸⁷. Cette mesure renvoie davantage à l'une des spécificités des candidats du parti du pouvoir à la Douma d'État sous Vladimir Poutine. Le profil recherché n'est plus celui des orateurs mais celui du cadre discret et loyal à la politique menée par Vladimir Poutine. La condition de cette élite silencieuse a connu d'importants bouleversements. Comme l'a montré la sociologue Olga Kryștanovskaâ dans son ouvrage *Anatomie de l'élite russe*, l'élite du pouvoir sous Vladimir Poutine, suite à la loi de 2003 « Sur le système du service de l'État de la fédération de Russie » est sortie consolidée grâce à une série de mesures lui assurant des meilleures conditions sur le présent, notamment salariales, et des garanties pour l'avenir. Ses acquis ont engendré chez elle un nouvel état

d'esprit et de nouveaux comportements. Cette dernière aurait selon Kryštanovskaâ, développé une tendance à « se chrysalider » pour se concentrer avec euphorie sur son appartenance à l'« équipe de Poutine » jusqu'à en oublier les problèmes de la société⁸⁸. La non participation du parti « Russie Unie » aux débats a été critiquée en vain par l'opposition. Quant aux informations sur le déroulement de la campagne, les actions de l'opposition hors système ont été diffusées soit de façon altérée, soit censurée. L'arrestation durant 5 jours de Gary Kasparov à Moscou, la dispersion à Saint-Pétersbourg de la « Marche du désaccord » interdite et l'arrestation de Boris Nemtsov n'ont pas été diffusées au journal télévisé des chaînes fédérales⁸⁹.

D'après une recension effectuée par la revue *Vlast'* les chaînes d'Etat « Prevyj kanal » et « Rossia » ont traditionnellement mis en avant et de façon laudative l'activité de « Russie Unie ». Les publications les plus critiques à l'égard du parti du pouvoir ont été celles de *Novaâ gazeta*, de *Nezavisimaâ gazeta* et de *Pravda-KPRF. Trud* et *Komsoml'skaâ pravda* ont mis en avant le parti « Russie juste », ce dernier critiqué dans les *Izvestia* et *Nezavissimaâ gazeta*. Le SPS a été sévèrement critiqué dans les *Izvestia*. De manière générale, toujours d'après la revue *Vlast'*, les partis « Russie juste » et le SPS auraient été les plus touchés par de la documentation compromettante⁹⁰.

Enfin, la médiatisation n'a pas été circonscrite à la seule utilisation des instruments traditionnels que sont la télévision et la presse. La campagne électorale a envahi l'espace public des villes, en particulier des capitales régionales. Les affiches de « Russie Unie » ont largement dominé cet espace.

Du vote aux résultats

L'observation

La commission centrale électorale

A l'instar de la médiation, les pratiques liées à l'observation de la campagne ont joué un rôle majeur sur le déroulement du processus électoral, de la campagne jusqu'à la répartition des mandats parlementaires. Traditionnellement, les acteurs de l'observation sont pluriels et divers. Or, de nouvelles règles du jeu ont là aussi été définies qui ont imposé la primauté des acteurs internes désignés par les instances centrales du pouvoir sur les acteurs

internationaux. Ces règles ont été rappelées par le Président quelques jours avant les élections. Le 28 novembre, Vladimir Poutine a reçu au Palais du Kremlin les diplomates étrangers résidant à Moscou, en présence des principales figures du Ministère des affaires étrangères et du gouvernement de la fédération de Russie⁹¹. Si le début du discours de Vladimir Poutine semblait indiquer que le président ait cherché à inscrire cette rencontre dans la fonctionnalité du protocole diplomatique en mettant « la violence à distance », comme voulant rassurer la communauté internationale « Un important partenaire pour la Russie [étant] l'Union européenne », l'invitation des diplomates ne devait cependant pas faire illusion. Comme l'a montré la fermeté de la fin du discours « Nous avons tout fait pour affranchir la Russie des chocs intérieurs, l'avons fermement poussée sur la voie du développement évolutif. Et donc, je suis forcé de répéter que nous ne tolérerons pas que ce processus soit corrigé de l'extérieur », la rencontre de Vladimir Poutine s'adressant aux représentants de la communauté internationale participait d'une instrumentalisation des outils diplomatiques au service de la campagne du pouvoir. Rappelant la configuration traditionnelle russe des élections où le consensus est décidé d'en haut, une telle mise en scène de la Russie s'adressant à la communauté internationale quatre jours avant les élections semblait avant tout être destinée à « l'échiquier domestique » qu'est l'électorat.

La commission électorale centrale (CEC) a été l'épicentre de l'observation. Alexandre Vešněkov, l'ancien président de la CEC qui avait occupé cette fonction de l'année 1999 jusqu'au printemps 2007 avait œuvré à la politique de fermeture progressive des mécanismes de libéralisation du jeu politique impulsée par le Kremlin. Pourtant, les critiques publiques de Vešněkov avaient fini par gêner le pouvoir. Il s'était opposé publiquement à un ensemble de nouveaux points caractérisant l'évolution du système électoral russe. En particulier, il défendait l'idée de la responsabilité personnelle des candidats inscrits sur les listes devant les électeurs. Une telle position revenait à récuser l'idée selon laquelle un candidat élu puisse refuser son mandat pour donner sa place à un autre candidat de la liste. Il était aussi partisan de la retransmission des débats à la télévision aux horaires les plus regardés. Lors de l'observation des élections présidentielles et parlementaires, il s'était fait remarquer pour ses positions à l'encontre des initiatives du parti « Russie Unie »⁹² et l'ont conduit à son départ de la Commission. Une nouvelle commission a été constituée avec un nouveau président. Celle-ci a pris ses fonctions en 2007. Elle a administré ces élections et administrera les prochaines jusqu'en 2011. Cette Institution est composée de 15 membres avec à sa tête Vladimir Čurov. Sa composition a été largement déterminée par le président Poutine et les organes législatifs, puisqu'un tiers des membres a été nommé par la Douma d'Etat, un tiers par le

Conseil de la fédération, et un tiers par le Président Poutine lui-même, dont celle de la candidature du président de la Commission. Durant ces élections de 2007, quatre membres dont le président de la Commission sont d'anciens députés, trois sont d'anciens Haut gradés de l'armée. On compte un haut fonctionnaire de l'administration présidentielle. Deux membres ont activement participé à l'élaboration de la loi « sur les partis politiques », introduite à la Douma par le président Poutine. L'une des membres a été félicitée par écrit par le président pour sa participation à la préparation et la conduite du référendum en Tchétchénie. Vladimir Čurov, le président de la Commission a été nommé comme membre au début du mois de mars 2007 et élu président à la fin du mois. Il n'a officiellement pas de lien avec « Russie Unie », n'est affilié à aucun parti, ni à aucun mouvement ou association sociopolitique⁹³. Il a été député de la Douma d'État du 4^{ème} scrutin élu sur la liste du parti LDPR. Néanmoins, sa biographie indique que ce dernier a travaillé avec Vladimir Poutine durant les années 90 au Comité pour les relations extérieures de l'administration de Saint-Petersbourg. Quant aux 15 personnes de la commission, 9 étaient déjà membres de la précédente commission électorale.

Les fonctions de la CEC ont été d'encadrer les élections et de contrôler le bon déroulement du scrutin ainsi que de juger le déroulement des élections. La CEC a été critiquée par plusieurs partis politiques pour sa passivité face aux plaintes émises par ces derniers. Ainsi, les déclarations de Vladimir Poutine rediffusées sur les chaînes d'Etat, n'ont pas été jugées par la CEC comme enfreignant la loi, ces dernières ayant été considérées comme relevant « de l'information » et non « de l'agitation », le président Poutine ayant pris soin de trouver de nombreux défauts à « Russie Unie »⁹⁴. Lors de l'allocution du Président à la nation le 29 novembre, diffusée sur la première chaîne, Vladimir Poutine a appelé à voter pour « Russie Unie »⁹⁵. Face à cette passivité de la CEC, des plaintes à la Cour suprême ont été émises sur l'inaction de cette dernière. La Cour a refusé de satisfaire la plainte du SPS qui comptait dénoncer l'utilisation par Vladimir Poutine de sa situation de service et réclamer son retrait de la liste fédérale de « Russie Unie ». Pareillement, la version officielle de la CEC, une semaine avant le scrutin, a été que les élections se passaient « normalement, tranquillement » alors qu'au même moment des plaintes étaient exprimées par les partis pour dénoncer des fraudes massives et le risque pour la vie des candidats comme l'avait montré l'assassinat le 21 novembre de Farid Badaev, premier numéro de la liste régionale au Daghestan du parti « Iabloko »⁹⁶.

L'organisation de la CEC étant pyramidale, le réseau de commissions électorales territoriales et de commissions de bureaux de vote comme relais dans les territoires a constitué un élément clé dans les pratiques d'« observation » et surtout d'appréciation du déroulement de la campagne électorale et de « fabrication » des résultats du scrutin. Rares sont les commissions électorales territoriales qui ont dénoncé les fraudes du côté du parti du pouvoir puisque leur structure s'est trouvée maintenant verticalement intégrée. Alors que dans les années 90, ces commissions étaient acquises aux intérêts des élites régionales, depuis avril 2007 les présidents de ces commissions électorales régionales sont élus non plus sur proposition du gouverneur mais de la CEC⁹⁷. Il est pourtant arrivé que par manque de diffusion de la position officielle de la CEC, les commissions locales aient pris des décisions contradictoires⁹⁸. D'après les descriptions données du journal *Nezavissimaia Gazeta*, les dénonciations ont fait office d'actes de résistance. La commission électorale de la république de Iakoutie a fermé une station de radio suite aux compliments exprimés à l'adresse du parti du pouvoir. Le fait a été salué par le quotidien comme un « syndrome iakoute » et comme un acte héroïque contre l'agitation pour le parti du pouvoir⁹⁹.

Après les élections parlementaires, il semblerait qu'un message ait été adressé à la CEC et aux observateurs des élections de manière générale. Igor Fedorov membre de la CEC a donné sa démission officiellement volontaire après le scrutin. Un pareil événement ne s'était pas produit depuis 1996. D'après une source interne de la CEC, cette démission serait venue d'en haut¹⁰⁰. Visiblement, cette demande vise soit à exercer une pression sur les membres de la Commission pour les élections présidentielles à venir, soit à démontrer les limites du contrôle du pouvoir sur la commission en signifiant de la sorte son mécontentement après le scrutin.

Les observateurs étrangers, des indésirables

La commission électorale centrale a aussi eu pour rôle d'accréditer le nombre d'observateurs étrangers et leurs conditions du suivi des élections. Leur nombre et la durée de leur mission ont été largement réduits. Les autorités russes ont laissé entendre que l'évaluation des élections était une affaire russe. Derrière cela, demeurait le souci du côté russe de ne pas voir se produire une situation où les observateurs étrangers donneraient leur appréciation durant la tenue même des élections. Malgré tout, la présence d'observateurs internationaux témoignent du souhait de la Russie de voir ces élections rendues légitimes et de ne pas s'isoler de la communauté internationale. Quoi qu'il en soit, le nombre d'observateurs a été diminué par trois fois, les réduisant à un nombre toujours plus anodin d'environ 330-350¹⁰¹. Dans ces

conditions, il paraît difficile d'envisager comment ces derniers auraient pu contrôler le processus des élections, la fédération de Russie, comptant environ 96 000 bureaux de votes. A cela, les observateurs sont arrivés très tardivement sur le territoire de la Fédération, et n'ont donc pu suivre le déroulement de la campagne. En effet, la CEC a décidé d'envoyer les invitations seulement après avoir terminé l'enregistrement des partis participants aux élections. Les invitations ont été envoyées aux organisations européennes à partir du 28-30 octobre alors que les années antérieures, celles-ci avaient été reçues juste après la fixation officielle de la date des élections. Les observateurs avaient alors pu exercer leur fonction dès le mois de septembre. Dans un tel contexte, les relations entre l'Europe et la Russie se sont tendues. Le Bureau des Institutions démocratiques et des Droits de l'Homme (BIDDH) de l'OSCE, qui traditionnellement exerce sa mission d'observation lors de la période préélectorale en plus du jour du scrutin, a pris la décision de ne pas observer les élections parlementaires suite à un ensemble d'événements contraignant le bon déroulement de sa venue (retard dans l'envoi des invitations par la CEC, restriction du nombre d'observateurs (passé de 400 en 2003 à 70 pour 2007) et délais indéfinis quant à la délivrance de visas)¹⁰². Ce dernier s'est vu accusé par Moscou d'être une organisation engagée soutenant les intérêts occidentaux sur l'espace post-soviétique. Sa décision a été dénoncée comme une provocation de Washington, en particulier du Département d'Etat, contre la Russie¹⁰³. Cette décision du BIDDH de l'OSCE est venue amplifier la tension déjà existante entre l'OSCE et la Russie sur la question de la présidence du Kazakhstan à l'OSCE pour 2009, soutenue par la Russie alors que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'y opposent. Finalement, les élections ont été observées par la délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe arrivée à Moscou le 7 novembre. Les missions ont été de courte durée¹⁰⁴. Après le décompte des voix, le 3 et 4 décembre, les observateurs ont été amenés à quitter le territoire. De nouvelles invitations leur seront nécessaires pour les prochaines élections présidentielles du 2 mars 2008.

Le vote et ses pratiques

L'un des mots d'ordre de la campagne initié par le Kremlin a été d'obtenir un taux élevé de participation, afin d'illustrer la nature plébiscitaire des élections parlementaires à Vladimir Poutine. Ce leitmotiv a démontré la volonté du pouvoir de combattre l'inertie électorale. Le message incitant à venir voter nombreux a été relayé par des structures privées comme l'a montré le rôle des compagnies téléphoniques. Des opérateurs de téléphonie mobile comme

« Vympelkom » ont envoyé des SMS à leurs abonnés les invitant à venir voter. Ekaterina Osadčaa, secrétaire de presse de l'opérateur, a déclaré que l'utilisation des ressources virtuelles pour mener campagne avait été initiée par l'administration présidentielle¹⁰⁵.

Derrière cet objectif à atteindre s'est dissimulé pour le parti du pouvoir la crainte d'un taux faible de participation causé par la suppression de la mention du « vote contre tous ». Cette alternative proposée auparavant aux électeurs leur permettait d'exprimer leur mécontentement. Cette suppression effectuée en 2006 avait été recommandée par les observateurs de l'OSCE suite aux élections parlementaires de 2003. Le risque premier pour le parti du pouvoir était que cette suppression de l'option du « vote contre tous » contribue à renforcer l'abstention et le vote pour des partis d'opposition. Parallèlement à la suppression de cette mention, une autre disposition de la loi a été abrogée, celle sur l'invalidation d'un scrutin avec un taux de participation inférieur à 20%, parant ainsi aux conséquences de pratiques de *boycotts* des élections.

Pour assurer un taux élevé de participation, des recours pas seulement discursifs ont été employés. Une pratique électorale prévue dans le cadre de la loi a été développée de façon massive consistant à utiliser des « attestations de détachement ». La délivrance de ces talons permettait de voter avant la date du scrutin et dans un lieu facilitant au citoyen l'accès au vote, ne correspondant pas à son lieu de résidence permanent. En théorie, il devait s'agir d'une mesure exceptionnelle de commodité permettant à des personnes éloignées temporairement de leur circonscription électorale de voter ainsi qu'aux personnes vivant dans des lieux difficiles d'accès, comme les stations arctiques, les phares ou les navires. Cette possibilité dans les commissions électorales territoriales a été offerte sur la période du 17 octobre au 11 novembre, dans les bureaux de vote du 12 novembre au 1^{er} décembre inclus¹⁰⁶. L'émission massive de talons de détachement a fait que dans certaines régions le nombre de citoyens votant de façon anticipée et par détachement a été multiplié de plusieurs dizaines en comparaison avec les élections parlementaires de 2003. D'après Vladimir Čurov, le président de la commission électorale centrale, le nombre délivré d'attestations de détachement a été multiplié par 4 par rapport aux précédentes élections parlementaires¹⁰⁷. Ce chiffre se situe largement au-dessus de ce qu'avait annoncé la CEC, affirmant au mois de juillet sa volonté d'augmenter cette pratique de 20-30% par rapport aux élections précédentes¹⁰⁸. Cette pratique a été interprétée par nombre d'experts comme favorisant manifestement la falsification des résultats¹⁰⁹. Les représentants de l'association « Golos » ont expliqué cette émission massive de talons par les mesures d'intimidation et des menaces sur les citoyens, amenant ces derniers

à voter collectivement sur leur lieu de travail ou dans des bureaux de votes spéciaux, gonflant ainsi les chiffres de la participation électorale¹¹⁰. Les autorités régionales et municipales ont créé des bureaux de votes supplémentaires, dans des centres commerciaux, des aéroports, des gares¹¹¹. Des bureaux de votes spéciaux ont été créés pour amener les personnes sans domicile à voter, comme à Irkoutsk où les SDF ont été invités à voter dans la maison de la culture. A Saint-Pétersbourg, un tel bureau devait ouvrir le long du canal Griboedov¹¹². Les autorités de la ville de Moscou se sont engagées à mettre en place le jour du vote des « taxis sociaux » pour les personnes invalides¹¹³.

D'autres pratiques ont eu un impact sur les résultats du scrutin et pas seulement sur celui des élections parlementaires au niveau national. Le cumul des élections parallèles au niveau régional a eu lieu dans neuf sujets de la Fédération¹¹⁴. Le 2 décembre, ces régions ont élu leur parlement régional. Certaines, comme le territoire du Kamtchatka, ont même connu de multiples cumuls. Le 2 décembre 2007, les citoyens de ce territoire devaient se rendre aux urnes pour élire le parlement national et le parlement du territoire. Ce même jour, avaient lieu les élections du parlement de la ville de Petropavlovsk-kamtchatski, des têtes de trois quartiers municipaux, des députés de trois bourgs et de la ville de Viliučinsk¹¹⁵.

Ce cumul des élections a eu plusieurs conséquences qui étaient prévisibles. En effet, la conduite de scrutins dans 10 régions simultanées avait déjà eu lieu en octobre 2006 lors des élections de parlements régionaux¹¹⁶. Cela avait alors avantagé les gros partis ayant les moyens administratifs et financiers) de mener plusieurs campagnes d'un même train. Là encore, cette synchronisation des campagnes a eu pour effet que de nombreux partis, manquant de ressources, ont été contraints de refuser de concourir pour des mandats dans des parlements régionaux. Les participants ont été moins nombreux. Des mêmes noms se sont retrouvés sur les listes d'élections simultanées¹¹⁷.

Cependant, dans certaines régions, la simultanéité des élections au sein d'une même région a pu provoquer des déconvenues pour le parti du pouvoir. Ces cas de figure se sont produits en particulier dans les régions de Volgograd et de Bouriatie où les élites locales affiliées au parti « Russie Unie » se sont divisées¹¹⁸. A Volgograd, les trois candidats affiliés à « Russie Unie » appartenaient à des groupes concurrents de l'élite locale, donnant lieu à des critiques mutuelles lors de la campagne électorale au niveau local. A Ulan-Ude, la section urbaine de « Russie Unie » a tout simplement été disloquée, paralysant ainsi la campagne au niveau local. Ces conflits d'intérêts des élites locales au sein du parti n'ont pu que se répercuter sur l'image du parti et donc entraver dans ces régions la campagne du parti pour les

parlementaires nationaux. Ils montrent les limites du contrôle de la direction fédérale de « Russie Unie » sur les autorités locales pour mettre en place des mécanismes de conciliation des intérêts des élites au niveau des sujets de la fédération.

L'après élection

Résultats nationaux

L'après élection a donné lieu à plusieurs étapes : le décompte des voix, l'annonce du nombre de mandats accordés à chaque parti, suivie de celle du nombre de mandats attribués par région à chacun des partis. Cette dernière annonce a entraîné toute une « cuisine » parlementaire associant « refus » et attribution de mandats.

Le taux officiel de participation aux élections a été estimé à environ 60%. 69 millions d'électeurs auraient voté, sur un total de 109 millions au moment de l'ouverture du scrutin. D'après Alexandre Kynev, directeur du programme régional du Fonds de développement de la politique de l'information, la fraude a été estimée à 20%. Seuls quatre partis ont passé la barre des 7%. Le parti « Russie Unie » a obtenu 64,1% des voix (37,57% en 2003), le KPRF est arrivé en seconde position avec 11,6% (12,61% en 2003), le LDPR en troisième avec 8,2% (11,45% en 2003) et « Russie juste » en quatrième avec 7,8% des voix. Le parti « Russie Unie » conserve ainsi une majorité constitutionnelle, 315 mandats lui sont attribués. Il dispose d'une « majorité de blocage ». Cette majorité à la Douma est aussi « présidentielle ».

Le KPRF avec 57 mandats, n'aura pas les moyens d'avoir un rôle actif à la Douma du 5^{ème} scrutin. Sa mise en échec de 2003 tend à se consolider. Ce dernier est suivi du LDPR avec 40 sièges et le parti « Russie juste », recevant 38 sièges. Le LDPR augmente sa fraction de 11 personnes par rapport à la Douma précédente. Son résultat s'explique par le manque de concurrent sur la niche nationaliste, la formation de « la Grande Russie » ayant été écartée. Les autres partis ont obtenu les résultats suivants: le parti Iabloko, 1,6%, le SPS, 1,0%, le parti agraire, 2,3%, « la force civique », 1,1%, les « Patriotes de Russie », 0,9%, le « Parti de la justice sociale », 0,2% et « le parti démocratique de Russie », 0,1%. Ces taux officiels inférieurs à 3% des voix mettent ces partis dans l'obligation de rembourser le coût de l'antenne délivrée gratuitement lors des élections. Cette nouveauté inscrite dans la loi, met en difficulté financière les partis exclus de l'arène parlementaire. Au sein du SPS, sa dette pour l'antenne est évaluée à environ 60 millions de roubles (soit 1,8 million d'euros). En outre, cette mesure est susceptible d'affaiblir la représentation de ces partis sur le long terme

puisque comme l'a annoncé la CEC, les partis incapables de s'acquitter de leur dette n'auront pas d'accès gratuit à l'antenne lors des prochaines élections parlementaires¹¹⁹. Cette mesure pourrait s'avérer fatale par la suite, puisqu'en Russie, un parti qui n'a plus d'accès à la télévision perd son principal lien de communication avec la société.

Résultats régionaux

À l'échelle régionale, le tableau de la géographie du vote est de manière générale monochrome, puisque dans la totalité des sujets de la fédération, « Russie Unie » a reçu officiellement plus de 50% des votes. Cependant, on identifie quelques dégradés. Un ensemble de régions se distingue par des résultats de « Russie Unie » dépassant les 90%. Un autre ensemble se précise par des résultats se situant entre 50 et 60%. Pour expliquer ces différences spatiales, des experts ont analysé les traits et les pratiques d'une « géographie de la fraude » en mettant en avant les anomalies des résultats électoraux dans l'analyse statistique menée. Le choix d'un tel objet d'étude est dû au fait qu'une « géographie du vote » ne peut plus avoir de réelle pertinence dans le contexte russe actuel, puisque largement « confisqué »¹²⁰. Cette analyse a conduit à dessiner deux zones géographiques : la première regroupant la majorité des sujets de la fédération, moins enclin aux fraudes massives que la seconde zone, en expansion, touchant une vingtaine de régions, dite « zone du vote dirigé » où les pratiques frauduleuses ont été massives¹²¹. L'ensemble des régions du Caucase appartient à la seconde zone du vote administré. « Russie Unie » obtient en Tchétchénie 99,3%, en Ingouchie 98,7%, en Kabardino-Balkarie 96,1% et en Mordovie 93,4% des voix. En échange de résultats conformes aux attentes du Kremlin, des marges d'autonomie sont octroyées à ces régions dans la gestion de leurs affaires¹²². Le groupe d'analystes « Mercator » a identifié nombre d'anomalies électorales produites le jour du scrutin. Au Daghestan, dans 35 bureaux de votes, « Russie Unie » n'était pas sorti en première position (le KPRF étant sorti gagnant dans 23 bureaux de votes, « Russie juste » dans 10 et les « Patriotes de Russie » dans 2). Dans certains bureaux, ces partis ont atteint 96-100% alors que des bureaux de vote avoisinants présentaient des situations inverses. Aussi, la synchronisation du vote s'observe-t-elle dans certaines circonscriptions locales. A titre d'exemple, en Ossétie du Nord en début de soirée, alors que le taux de participation à 19h est le plus bas de la Fédération (de 45,5%), en seulement une heure celui-ci connaît une croissance fulgurante, atteignant les 60%¹²³. Dans la région de Tioumen, l'observation du taux de participation d'après le site de la commission électorale régionale indiquait dès 10h du matin dans plusieurs bureaux de vote de la région des taux de participation de 90-100%¹²⁴.

Autre caractéristique, les zones rurales ont eu des résultats plus élevés que les villes en faveur de « Russie Unie »¹²⁵. Moscou et Saint-Pétersbourg ont obtenu de modestes résultats, le parti ayant respectivement récolté 54 et 51% des voix. En outre, dans ces deux villes, la somme des pourcentages pour les trois partis KPRF, LDPR, et « Russie juste » a atteint respectivement 28% et 35%¹²⁶. Cette césure ville/campagne est en partie due à l'exercice de la fraude ayant une moindre visibilité dans les campagnes que dans les centres urbains, ce qui la rend relativement plus difficile dans ces derniers. Ainsi, le traditionnel soutien dans les régions agraires aux communistes a été capté par le parti du pouvoir, le KPRF ayant fait ses meilleurs scores, d'après les résultats officiels, dans la ville de Voronej, d'Omsk, de Novossibirsk et de Moscou, à Samara et à Togliatti. Le LDPR en revanche a conservé sa représentation dans le Grand Nord et en Extrême-Orient russe, zones de vote traditionnelles où le parti comptabilise dans les régions de Magadan et de Tchita jusqu'à 15% des voix. Quant au parti « Russie juste », il obtient ses meilleurs scores avec plus de 10% dans plusieurs régions du Nord : en Carélie, à Saint-Pétersbourg et dans la région pétersbourgeoise (15,13%), dans la région de Nijni-Novgorod, en Iakoutie, ainsi que dans deux régions du Sud, dans le territoire de Stavropol avec 13,45%, en dépit de l'importance des purges dont a été victime la section régionale du parti dans sa lutte face à « Russie Unie », et à Astrakhan avec 20,17%. Selon Rostislav Turovskij, directeur général de l'Agence des recherches régionales, « Russie juste » a pu compter sur les ressources administratives des maires de régions en conflit avec les gouverneurs.

Attribution et répartition des mandats

La Douma d'Etat n'est pas composée des têtes de listes des sections régionales des partis sortants comme l'aurait voulu une logique de répartition strictement proportionnelle soucieuse de l'ordre des candidats inscrits sur les listes et respectant ainsi le vote des électeurs. La répartition des places à l'intérieur des partis a donné lieu à une série de « refus » de mandat de la part des candidats. Cette pratique est inscrite dans le système des élections. Depuis 2003, le « refus » est considéré à partir du moment où la CEC ne reçoit pas de réponse positive du candidat censé briguer un mandat. Par ailleurs, une nouvelle norme, celle des « mandats déposés » a certainement favorisé la pratique des « refus », permettant à des candidats de refuser le mandat tout en laissant leur candidature en « réserve », si jamais une place vacante venait à être libérée par un membre du parti de la liste régionale auquel est rattaché le candidat. La prise de mandat ne relève pas de la décision du candidat mais de la direction nationale du parti, auxiliaire de l'administration présidentielle. Les « refus » sont donc

commandités. Selon le quotidien *Nezavisimaia Gazeta*, l'attribution d'une place à la Douma est sujet de discussion individuelle entre les têtes de région et l'administration du président¹²⁷. Cette pratique permet ainsi au parti du pouvoir de s'acquitter de la majeure partie de ses « locomotives ». La nouvelle Douma est composée d'une pléiade de fonctionnaires de rangs fédéraux. Les « refus » ont été massifs. Ils concernent plus de 100 candidats. « Russie Unie » en connaît le plus, avec au total 101 « refus » alors que les partis « Russie Juste », le KPRF et le LDPR ont respectivement 7, 3 et 2 candidats refusant leur mandat.

Au sein de « Russie Unie », parmi les « refus » plus visibles, inutile de mentionner celui de Vladimir Poutine. Les 4 ministres inscrits sur la liste du parti ainsi que 63 gouverneurs soit pratiquement toutes les têtes de liste régionale du parti « Russie Unie » et 16 maires ont refusé leur mandat¹²⁸. Le gouverneur Anatolyj Lisitsyn s'est vu attribuer un mandat. Celui-ci vient sanctionner le faible résultat de 53% des voix obtenues dans sa région pour « Russie Unie ». Passant de chef de l'exécutif régional à simple parlementaire fédéral, ce mandat-sanction s'inscrit dans la logique d'évincement des gouverneurs de la période eltsinienne. Ce gouverneur était à la tête de la région de Iaroslavsk depuis 1991 alors que son mandat de chef de l'exécutif régional devait prendre fin en 2010. Autre mandat-sanction, cette fois-ci pour le Conseil de la Fédération, celui du gouverneur de Smolensk, Viktor Maslov ayant dirigé la section électorale du parti avec le faible score de 53,9%¹²⁹. Ces attributions viennent confirmer la tendance selon laquelle les organes législatifs, chambre basse comme chambre haute, tendent également à devenir des repaires de fonctionnaires démis de leurs fonctions. Par ailleurs, le caractère exemplaire de ces attributions est un message pour les élections présidentielles de mars adressé à l'ensemble des gouverneurs où le parti a obtenu de faibles résultats, inférieurs à 55%.

Cette pratique des « refus » a eu également des conséquences horizontales puisque des mandats attribués normalement à certaines régions ont été donnés à d'autres, à l'encontre du principe des listes régionales. Dans certains cas, ces transferts ont eu lieu suite à des séries de refus dans une même région, ne laissant plus de candidats de réserve pour remplir les mandats obtenus. C'est le cas de la Bachkirie (91,78%) où la région a reçu 15 mandats pour une liste composée de 15 candidats comptant parmi eux les représentants du pouvoir exécutif de la république qui n'avaient pas envisagé de briguer un mandat. Cette situation où « Russie Unie » a raflé de nombreux mandats s'est reproduite dans plusieurs régions, en Kabardino-Balkarie, dans la région de Briansk, de Kéméro, de Rostov et de Sverdlovsk¹³⁰. Cette pratique brise davantage la représentation régionale puisque ces transferts portent atteinte au niveau



fédéral à la représentation partisane au sein des régions. Comme nous l'avons mentionné, les autres partis représentés à la Douma ont aussi émis des refus de mandat mais dans une bien moindre mesure. Tel est le cas du leader du « Russie juste », Sergej Mironov et du ministre Aleksandr Sokolov inscrit sur la liste.

Le parti du pouvoir sort renforcé de ces élections pour ce qui a trait à sa représentation parlementaire ; toutefois plusieurs inconnues persistent. Ses résultats sont inférieurs à ceux obtenus par le président Poutine soutenu par « Russie Unie » aux élections présidentielles de 2004 (71,2%). Le parti se réclamant des « affaires réelles » connaît un déficit d'influence au sein de la société et sa cote de popularité se situe loin derrière celle du président.

Par ailleurs, la question de la pérennité du parti et de sa domination dans le régime politique russe n'est pas close. Quelle place est-il susceptible d'occuper sur le long terme dans le régime politique¹³¹ ? Epicentre capable d'impulser des décisions ou auxiliaire du régime sur lequel le groupe dirigeant s'appuierait pour mettre en œuvre sa politique ? Jusqu'alors, le second modèle prévaut. La caractéristique principale de « Russie Unie » étant la servilité au chef, la cote du futur chef est un élément central au maintien et à la consolidation du parti.

12 février 2008

Sabrina Vidalenc
Analyste politique pour Euro-power

¹ Nous faisons le choix d'utiliser la translittération normalisée ISO 9. Cependant, pour des noms de personnes ou de lieux ayant une certaine notoriété, nous gardons la translittération couramment employée dans la majeure partie des ouvrages sur la Russie.

² Online, « "Zelenye" vypali iz izbiratel'nogo spektra. Im okončatel'no otkazano v registracii » [Les « Verts » sont tombés du spectre électoral. On leur a définitivement refusé l'enregistrement], *Kommersant*, N° 205 (3781), 08.11.2007

³ Irina Nagornyh, Viktor Hamraev, « Bez vesti popavšie. V novoj Dume budet malo uznavaemyh lic » [On ne sait comment ils sont arrivés. Dans la nouvelle Douma il y aura peu de figures connues], *Kommersant*, N°198 (3774), 29.10.2007

⁴ Jean-Robert Raviot, *Qui dirige la Russie ?*, Editions Lignes de repères, 2007, p.37

⁵ La loi « sur les élections des députés de la Douma d'Etat » prévoit que n'importe quel parti peut comprendre jusqu'à 50% de citoyens non membre du parti.

⁶ Site de « Russie Unie » : <http://www.edinros.ru/>.

⁷ Irina Nagornyh, « "Edinaâ Rossiâ" sokratila trojku do edinsty. Ee spisok edinolično vozglavit Vladimir Putin » [« Russie Unie » a réduit sa troïka à une unité. Sa liste est menée par la seule figure de Vladimir Poutine], *Kommersant*, n°180 (3756), 03.10.2007

⁸ Ol'ga Krystanovskaâ, *Anatomiâ rossijskoj elity* [L'Anatomie de l'élite russe], Zaharov, Moskva, 2005, p.252

⁹ Vsevolod Inûtin (Voronej), « "Spravedlivaâ Rossiâ" provoronila Voronej. Ee otdelenie ušlo v « Velikiû Rossiû » [« Russie juste » a laissé échapper Voronej. Sa section est partie vers « la Grande Russie »], *Kommersant*, n°105 (3681), 20.06.2007

¹⁰ Salman Ginazov, Sergej Antonov (Ekaterinburg), Viktor Hamraev, « "Velikaâ Rossiâ" potânuilas' k "Patriotam Rossii" » [« La Grande Russie » s'est étendue aux « Patriotes de Russie »], *Kommersant*, n°159 (3735), 04.09.2007

¹¹ Ūrij Černega, Viktor Hamraev, « Kommunisty i « patrioty » delât tret'i mesta. Eše dve partii nazvali liderov svoih spisokov » [Les communistes et les « patriotes » partagent les troisièmes places. Encore deux partis ont nommé les leaders de leurs listes], *Kommersant*, n°162 (3738), 07.09.2007

¹² Viktor Hamraev, « Kandidaty, kotorye mogut stat' deputatami. Dejstvuûšie lica » [Les candidats qui peuvent devenir députés. Des personnes actives], *Kommersant*, n°198 (3774), 29.10.2007

¹³ Irina Nagornyh, « LDPR otkryla sčet. Centrizbirkom zaregistroval pervuû partiû » [Le LDPR a ouvert un compte. Le premier parti enregistré par le Commission électorale centrale], *Kommersant*, N°188 (3764), 13.10.2007

¹⁴ « Gennadij Zûganov otčitalsâ pered prezidentom RF. O prodelannoj oppozicionnoj rabote » [Genadij Ziouganov a rendu des comptes devant le président de la Fédération de Russie. Sur le travail d'opposition exécuté], *Kommersant* n°171 (3747), 20.09.2007 ; « Vladimir Žirinnovskiju pokazal sebâ diplomatom. Lider LDPR priehal k prezidentu ne s pustymi rukami » [Vladimir Jirinovski s'est montré diplomate. Le leader du LDPR n'est pas venu voir le président avec les mains vides], *Kommersant*, n°172 (3748), 21.09.2007

¹⁵ La ligne de conciliation prise par le parti communiste avec le Kremlin est en rupture par rapport aux législatives précédentes : en incluant sur sa liste des représentants de Youkos en 2003, le KPRF avait exacerbé les attaques de la part du Kremlin.

¹⁶ Igor' Romanov, « Surkov ozabočen poleveniem strany » [Surkov s'occupe de la moitié du pays], *Nezavisimââ Gazeta*, 01.08.2007

¹⁷ Irina Nagornyh, Natal'â Bespalova, « SPS ostanetsâ v izbiratel'nom bûlletene » [Le SPS reste dans le bulletin électoral], *Kommersant*, n°216 (3792), 23.11.2007

¹⁸ Kira Latuhina, Elena Rudneva, « Ženskoe lico SPS » [Le visage féminin du SPS], *Vedomosti*, n°167 (1941), 06.09.2007

¹⁹ Sûzanna Farizova, « SPS otkrestilsâ filologom ot svâzej s Kremlem. V pervuû trojku partspiska vklûčena Mariëtta Čudakova » [Grâce à la philologue, le SPS a nié ses liens avec le Kremlin. Marietta Čudakova a été incluse dans la première troïka de la liste du parti], *Kommersant*, n°172 (3748), 21.09.2007

²⁰ Irina Nagornyh, Mariâ-Luiza Tirmastê, « “Edinaâ Rossiâ” otkazala v doverii doverennym licam. Ix spisok sokratilsâ na dve familii » [« Russie Unie » a refusé de faire confiance aux personnes de confiance. Leur liste a été rétrécie de deux noms], *Kommersant*, n°192 (3768), 19.10.2007

²¹ Maria-Luiza Tiramstê, « Obšestvo isporčennyh bûlletenej. “Nesoglasnye” namereny preodolet' semiprocentnyj bar 'er » [La société des bulletins détériorés. « Ceux en désaccord » ont l'intention de franchir le seuil des sept pourcents], *Kommersant*, n°202 (3778), 02.11.2007

²² Viktor Hamraev, « Zakonodatel'naâ vlast' otičilas' ispolnitelnost'û. Itogi raboty četvertoj Dumy » [Le pouvoir législatif s'est distingué de l'exécutif. Les conditions de travail de la Douma du 4^{ème} scrutin], *Kommersant*, n°213 (3789), 20.11.2007.

²³ Igor' Romanov, Ivan Rodin, Natal'â Kostenko, « Eseram dali dobro » [On a autorisé les socialistes], *Nezavisimââ Gazeta*, 29.11.2007 ; Alla Barahova, « “Spravedlivuû Rossiû” snimaiût s pensiunnogo obespečeniâ » [On a retiré la retraite à « Russie Juste »], *Kommersant*, n°198 (3774), 29.10.2007 ; Ūliâ Suhonina (Nijnij Novgorod), « Nijnegorodskie “pensiunery” primknuli k “Edinoj Rossii”. Čtoby provesti svoego lidera v Gosdumu » [Les “retraités” de Nijni-Novgorod se sont rangés auprès de « Russie Unie ». Pour faire passer leur leader à la Douma d'Etat], *Kommersant*, n°103 (3679), 18.06.2007

²⁴ Ūrij Černega, Viktor Hamraev, « “Spravedlivaâ Rossiâ” idet na ubyl'. O vyhode iz ee fraksii ob''âvili srasu tri deputata » [« Russie Juste » agonise. D'un même tenant trois députés ont annoncé leur départ de sa fraction], *Kommersant*, n°164 (3740), 11.09.2007

²⁵ Ūliâ Taratuta, « Sergeâ Šargunova vyčli iz trojki » [On a soustrait Sergej Šargunov de la troïka], *Kommersant*, n°193 (3769), 20.10.2007

²⁶ Aleksandra Larinceva (Stavropol), Natal'â Bespalova, Maria-Luiza Tiramstê, « “Spravedlivaâ Rossiâ” lišilas' stavropol'skogo “parovoza” » [« Russie Juste » a perdu sa « locomotive » de Stavropol], *Kommersant*, n°218 (3794), 27.11.2007

²⁷ « Pravaâ “trojka” mojet stat' edinicej. SPS išet “sil'nyh regional'nyh kandidatov” » [La troïka de droite peut devenir une unité. Le SPS cherche des « candidats régionaux forts »], *Kommersant*, n°108 (3684), 25.06.2007 ; Mihail Ševčuk (Sankt-Peterburg), « Pravye ukrepili Peterburg Leonidom Gozmanom. Zampred SPS vozglavil mestnoe otdelenie partii » [Avec Leonid Gozman, la droite a renforcé Saint Pétersbourg. Le vice-président du SPS a dirigé la section locale du parti], *Kommersant*, n°165 (3741), 12.09.2007 ; Sûzanna Farisova, « Pravye razvernulis' ot kapitalisma k gumanismu. Radi pobedy na dumskij vyborah » [La droite a viré du capitalisme à l'humanisme. Pour la victoire aux élections parlementaires], *Kommersant*, n°173 (3749), 22.09.07

²⁸ Ūliâ Suhonina (Nijnij Novgorod), Mariâ-Luiza Tirmaste, « Pravym postavili diagnoz. SPS stal učastnikom pervogo piar-skandala » [Diagnostic falsifié fait à la droite. Le SPS est devenu le participant du premier scandale de relations publiques], *Kommersant*, n°183 (3759), 08.10.2007

²⁹ « Moskovskoe otdelenie SPS ostalos' bez rukovodstva » [La section moscovite du SPS est restée sans direction], *Kommersant*, n°108 (3684), 25.06.2007 ; Natal'â Bespalova, « Souz pravyh udvaivaet sily. Stoličnyj SPS raskolsâ » [L'Union des droites double sa force. Le SPS de la capitale a fait scission], *Kommersant*, n°98 (3674), 07.06.2007

³⁰ Anastasiâ Kornâ, Kira Latuhina, « Poročâšie svâzi. Členam SPS i “Âbloko” zaprešaût sotrudničat' s radikalami » [Les liens vicieux. On interdit aux membres du SPS et de “Iabloko” de collaborer avec les radicaux], *Vedomosti*, n°57 (1831), 02.04.2007

³¹ Sûzanna Farizova, *op.cit.* *Kommersant*, n°173 (3749), 22.09.07

³² Mariâ-Luiza Tirmastê, « Souz pravovyh sil. SPS pošel v ūridičeskuû kontrataku » [L'Union des Forces de Droite. Le SPS s'est lancé dans une contre-attaque juridique], *Kommersant*, n°197 (3773), 26.10.2007

³³ « SPS budet obestočen. Anatolij Čubajs terâet svâz' s partij » [Le courant va être coupé au SPS. Anatoli Tchoubaïs perd ses liens avec le parti], *Kommersant*, n°212 (3788), 19.11.2007 ; Ces lignes de division entre les leaders sont antérieures à la campagne. Déjà en 2000, des observateurs russes commentaient ces dissensions. Lilia Shevtsova rapporte même qu'elles avaient été interprétées par certains comme étant intentionnelles. Ces lignes antagoniques caractériseraient la situation des libéraux en Russie, voulant être membres du gouvernement à n'importe quel prix afin de garder leur influence acquise sous Eltsine sur la politique. De plus, Shevtsova souligne que le choix des libéraux de ne pas s'inscrire en opposition directe à Vladimir Poutine est lié à la prise en compte de la popularité de Vladimir Poutine auprès de l'opinion publique. Voir Lilia Shevtsova, *Putin's Russia*, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p.52 et p.110.

³⁴ Andrej Sirotin, « Ličnoe kačestvo liderov SPS » [La qualité personnelle des leaders du SPS], *NG*, 23.11.2007 ; Vladimir Razuvaev-mladšij, « SPS neset poteri » [Le SPS connaît des pertes], *Nezavisimâ Gazeta*, 12.11.2007

³⁵ Maria-Luiza Tirmastê, « U SPS ukoračicaûtsâ izbiratel'nye spiski » [Les listes électorales du SPS se raccourcissent], *Kommersant*, n°208 (3784), 13.11.2007 ; “Interfax”, « SPS obsudit hod predvybornej kampanii » [Le SPS débat de la conduite de la campagne électorale], *Kommersant*, n°215 (3791), 22.11.2007

³⁶ Mariâ-Luiza Tirmastê, « Pravyh vydavili na “Marš nesoglasnyh” » [La droite se fait remarquer à la « Marche du désaccord »], *Kommersant*, n°209 (3785), 14.11.2007

³⁷ Arina Borodina, « SPS polučil po polnoj teleprogramme » [Le SPS dénigré à travers le programme télé], *Kommersant*, n°214 (3790), 21.11.2007

³⁸ Otdel politiki (section politique), « Nevospolnimye kandidatskie poteri. SPS i “Spravedlivoj Rossii” pora načat' bespokoit'sâ » [Des pertes de candidats irréparables. Il est temps de s'inquiéter pour le SPS et “Russie Juste”], *Kommersant*, n°211 (3787), 16.11.2007

³⁹ Viktor Hamraev, « “Âbloko” dozrelo do vyborov. I dumskih, i prezidentskih » [“Iabloko”(la pomme) a mûri avant les élections. Et aussi pendant les parlementaires et les présidentielles], *Kommersant*, n°103 (3679), 18.06.2007

⁴⁰ Interfax, « Sergej Mironov peremanit kommunistov. Kontekst » [Serge Mironov allèche les communistes par des promesses. Contexte], *Kommersant*, n°165 (3741), 12.09.2007 ; Vladimir Razuvaev-mladšij, « Zûganov

otkazal Mironovu. Lider KPRF ne soglasen ob’’edinât’sâ so “Spravedlivoj Rossiej” » [Ziouganov a refusé la proposition de Mironov. Le leader du KPRF n’est pas d’accord pour s’unir avec « Russie Juste »], *Nezavisimaâ Gazeta*, 04.12.2007

⁴¹ Natal’â Kostenko, « Kommunistov ne ustroil bûlleten’ » [Le bulletin n’a pas convenu aux communistes], *Nezavisimaâ Gazeta*, 12.11.2007 ; « Obšestvennoe agitacionnoe dostoaînie. “Spravedlivoj Rossii” ne udalos’ vybit’ KPRF s dumskih vyborov » [Le bien public de propagande. “Russie Juste” n’a pas réussi à déloger le KPRF des élections parlementaires], *Kommersant*, n°208 (3784), 13.11.2007

⁴² Cette ligne de conciliation avec le Kremlin est en rupture avec celle prise en 2003 par le parti communiste où ce dernier avait inclus sur sa liste des représentants de Ioukos, entraînant des attaques de la part du Kremlin.

⁴³ Viktor Hamraev, « KPRF izgonâet revolûcû iz svoih râdov. V internet-verhuške partii razoblačen trockist » [Le KPRF chasse la révolution de ses rangs. Sur Internet au sein du groupe dirigeant du parti, un trotskiste démasqué], *Kommersant*, n°108 (3684), 25.06.2007

⁴⁴ Otdel politiki (section politique), « Garri Kasparov dogonâet Mihaila Kas’ânova. Na vyborah edinogo kandidata v prezidenty ot oppozicii » [Gary Kasparov rattrape Mikhail Kassianov. Aux élections de l’unique candidat de l’opposition à la présidentielle], *Kommersant*, n°164 (3740), 11.09.2007

⁴⁵ Andrej Nikolaev, « Neboevye poteri OGF. Lider Moskovskoj oblastnoj organizacii dviženiâ razočarovalas’ v ideâh Garri Kasparova » [Les pertes sans combat du Front civique uni. La leader de l’organisation du mouvement de la région de Moscou est déçue par les idées de Gary Kasparov], *Nezavisimaâ Gazeta*, 01.11.2007

⁴⁶ Otdel politiki (section politique), « “Drugââ Rossiâ” ne nahodit sebe mesta. Regiony otkazyvaût oppozicii provedenii konferencij » [“L’Autre Russie” ne se trouve pas de place. Les régions refusent à l’opposition la conduite de conférences], *Kommersant*, n°163 (3739), 08.09.2007

⁴⁷ Ekaterina Savina, « Antikremlevskomu dviženiû predpisano stoânie. Moskovskaâ meriâ zapretila “Marš nesoglasnyh” » [Il est prescrit au mouvement anti-kremlin de rester debout. La mairie de Moscou a interdit “la Marche du désaccord”], *Kommersant*, n°178 (3754), 29.09.2007

⁴⁸ Andrej Nikolaev, « Âvka provalena, demokratiâ pobedila » [Le taux de participation est tombé, la démocratie a gagné] *Nezavisimaâ Gazeta*, 07.11.2007

⁴⁹ « Êks-glava Burâtii budet rabotat’ na prezidenta » [L’ex-dirigeant de la Bouriatie va travailler pour le président], *Nezavisimaâ Gazeta*, 18.07.2007; Ūliâ Grišina, « Prusaku predlojili rabotu v administracii prezidenta » [On a proposé à Prusak un travail dans l’administration du président], *Nezavisimaâ Gazeta*, 08.08.2007 ; Aleksandr Derâbin, « Mihail Maškovcev : Sočuvstvuû gubernatoram-edinorossam » [Mihail Maškovcev : je cautionne les gouverneurs de « Russie Unie »], *Nezavisimaâ Gazeta*, 15.03.2007

⁵⁰ Au moment de la rédaction de l’article en février 2008, la Fédération de Russie compte 84 sujets. La réduction des entités passées de 89 à 84 s’inscrit dans le processus de fusion des Sujets de la Fédération. La dernière fusion a été celle de la région d’Irkoutsk avec la Bouriatie-Oust-Orda, le 1^{er} janvier 2008. Cette fusion a donné lieu à une nouvelle entité dénommée « région d’Irkoutsk ». D’autres fusions sont envisagées par la suite.

⁵¹ Sergej Turanov, « Lučšie lobbisty Rossii-avgust 2007 goda » [Les meilleurs lobbyistes de Russie août 2007], *Nezavisimaâ Gazeta*, 21.09.2007

⁵² Cette procédure instaurée par Vladimir Poutine impose aux gouverneurs de s’adresser au Président dans les termes de « demande de confiance » pour leur éventuelle reconduction.

⁵³ Natal'â Volosatova (Tomsk), « Prezident utverdil Viktora Kressa na vyborah. Vopros o doverii tomskomu gubernatoru rešen položitel'no » [Le Président a validé la candidature de Viktor Kress aux élections. La question de la confiance envers le gouverneur de Tomsk résolue de façon affirmative], *Kommersant*, n°35 (3611), 06.03.2007 ; Diana Dadaševa, Marina Ivanova (Krasnodar), « Aleksandru Tkačevu ne našli al'ternativy. Na postu gubernatora Krasnodarskogo kraâ » [Pas d'alternative trouvée à Aleksandr Tkačev. Au poste de gouverneur du territoire de Krasnodarsk], *Kommersant*, n°63 (3639), 16.04.2007 ; Valerij Valvskij (Novosibirsk), « Novosibirskij gubernator zaručilsâ podpis'û prezidenta » [Le gouverneur de Novossibirsk s'est assuré de la signature du président], *Kommersant*, n°101 (3677), 14.06.2007

⁵⁴ Anton Kraev (Brânsk), « Brânskij gubernator operedil prokuraturu » [Le gouverneur de Briansk devance la procureure], *Kommersant*, n°188 (3764), 15.10.2007

⁵⁵ Nikolaj Gul'ko, « Ârmarka doveriâ. Gubernatory vystroilis' v očered' k prezidentu » [La foire de la confiance. Les gouverneurs se rangent en file devant le président], *Kommersant*, n°118 (3694), 09.07.2007

⁵⁶ Ivan Rodin, « Dembesl'skij akkord Gosdymy » [L'accord de démobilisation de la Douma d'État], *Nezavisimâ Gazeta*, 19.11.2007

⁵⁷ Irina Granik, « Poputno zapisav gosstatistiku v prostitutki », *Kommersant*, n°192 (3768), 19.10.2007

⁵⁸ « Tri zakona predvybornogo zakonotvorčestva. Edinstvo protiv bor'by » [Trois lois de l'œuvre législative préélectorale. L'unité contre la lutte], *Vlast'*, n°45 (749), 19.11.2007

⁵⁹ Aleksandra Samarina, « Predvybornyj zalp "Avtory". Edinorossy vyčerknuli eserov iz spiska sopernikov i sporit' s soboj ne zovut » [La décharge préélectorale de « l'Auteur ». Les membres de Russie Unie ont rayé les socialistes de la liste des concurrents et ne les appellent pas à participer aux discussions], *Nezavisimâ Gazeta*, 01.11.2007

⁶⁰ Le Centre de la politique socio-conservatrice est considéré comme le pilier idéologique de la branche appelée « socio-conservatrice » du parti « Russie Unie ». L'activité de ce centre s'effectue sous la couverture de Boris Gryzlov et rassemble les membres du parti se considérant de « gauche ».

⁶¹ Aleksandra Samarina, Natal'â Kostenko, Ivan Rodin, « "Edinaâ Rossiâ" razdelitsâ na tečeniâ » ["Russie Unie" se divise en courants], *Nezavisimâ Gazeta*, 02.11.2007

⁶² Irina Nagornyh, Viktor Hamraev, « Partijnij stop-list. Stat' edinorossom budet slojnee » [La liste suspendue du parti. Devenir membre de Russie Unie sera plus compliqué], *Kommersant*, n°195 (3771), 24.10.2007

⁶³ Natal'â Melikova, « Ole-ole-ole !.. Putin v "Lužnikah" prizval golosovat' za "Edinuû Rossiû" » [Olé Olé Olé !... Poutine au stade "Lužniki" a appelé à voter pour "Russie Unie" », *Nezavisimâ Gazeta*, 22.11.2007

⁶⁴ Andrej Kolesnikov, « Edinstvo foruma i soderžaniâ. V "Lužnikah" sformirovan nerušimyj blok bol'shevikov i bespartijnyh » [L'unité du forum et du contenu. À "Lužniki" un bloc indestructible de bolcheviques et de sans-partis], *Kommersant*, n°215 (3791), 22.11.2007

⁶⁵ Site officiel de Russie Unie. Texte intégral du Message (*Poslanie*) du Président devant l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie. 26 avril 2007. <http://www.edinros.ru/news.html?id=122049>

⁶⁶ Site officiel de Russie Unie, Predvybornââ Programma Vserossijskoj politiceskoj parti « Edinaâ Rossiâ » « Plan Putina-dostojnoe budusee velikoj strany », 2.10.2007, Prinâta VIII S'ezdom Vserossijskoj politiceskoj partii « Edinaâ Rossiâ » 1 oktâbrâ 2007 goda, g. Moskva. [Programme préélectoral du parti politique russe

“Russie Unie” « Le plan de Poutine : un futur digne d’un grand pays » adopté au VIII^{ème} Congrès du parti “Russie Unie”, le 1^{er} octobre 2007, Moscou <http://www.edinros.ru/news.html?id=124255>

⁶⁷ <http://www.edinros.ru/news.html?id=123886>

⁶⁸ « Plan Putina : stabil’nost’ razvitiâ, a ne stabil’nost’ zastoâ » [Le plan de Poutine : stabilité du développement, et non stabilité de la stagnation], 20.09.2007. Le 29 septembre à la CEC de « Russie Unie » les dirigeants du Parti et les politologues : table ronde : discussions sur les étapes de la réalisation du Plan de Poutine. <http://www.edinros.ru/news.html?id=123886>

⁶⁹ <http://2004.kremlin.ru/priorities/events30999/2004.shtml>

⁷⁰ Vâčeslav Volodin, secrétaire du Presidium du Conseil Général de « Russie Unie » : le Plan de Poutine : c’est le futur de notre pays », 24.05.2007

⁷¹ *Ibidem*. Radio “Maâk”, 24 mai 2007 <http://www.edinros.ru/news.html?id=120761>

⁷² Elena Pašutinskâ (Volgograd), Ekaterina Savina, « Molodogvardejcy ob’edinilis’ pod plan. V Volgograde otkrylsâ pervyj molodežnyj predvybornyj štab edinorossov » [Les membres de la Jeune Garde se sont unis au service du plan. A Volgograd le premier quartier général de jeunesse des membres de “Russie Unie” a été ouvert], *Kommersant*, n°175 (3751), 26.09.2007

⁷³ Natal’â Melikova, « Ole-ole-ole !... » [Olé Olé Olé !...], *idem*, *Nezavisimââ Gazeta*, 22.11.2007

⁷⁴ Irina Nagornyh, « V Lužnikah projdet tovaršeskij spič. Edinorossov i bespartijnyh » [A Lužniki il y aura un speech de camarade. Les membres du parti « Russie Unie » et les sans-partis], *Kommersant*, n°214 (3790), 21.11.2007

⁷⁵ Alla Barahova, Viktor Hamraev, « Nizy ne hotât » [Les masses populaires ne veulent pas], *Kommersant*, n°196 (3772), 25.10.2007 ; Alla Baharova, Viktor Hamraev, « “Naši” pošli v grabel’nuû ataku na partiû Mihaila Kas’ânova » [Les “Nôtres” sont partis avec des moyens de fortune à l’attaque avec sur le parti de Mihail Kassianov], *Kommersant*, n°173 (3749), 22.09.2007

⁷⁶ Irina Nagornyh, Ekaterina Savina, « “Edinaâ Rossiâ” načala predvybornoë postroenie “Naših”. “Molodaâ gvardiâ” osparivaet ih rukovodâšiuû rol’ » [“Russie Unie” a commencé la formation préélectorale des “Nôtres”. “La Jeune Garde” leur dispute leur rôle dirigeant], *Kommersant*, n°105 (3681), 20.06.2007

⁷⁷ Ūliâ Taratuta, « “Našista” pročat v komitetčiki. Vasiliâ Âkemenko podpuskaût k vlasti » [On a promis au “Našiste” qu’il sera dans un comité. On laisse Vassilij Âkemenko s’approcher du pouvoir], *Kommersant*, n°175 (3751), 26.09.2007 ; Ekaterina Savina, « Esli oni rasslabâtsâ-sozdadim partiû. “Naši” ne hotât uspokaivat’sâ na dostignutom » [S’ils s’affaiblissent, créons un parti. Les « Nôtres » ne veulent pas en rester à ce qui est acquis], *Kommersant*, n°239 (3815), 26.12.2007

⁷⁸ Ekaterina Savina, « “U lûdej net šansov stat’ daje pomošnikam deputatov”. “Molodaâ gvardiâ” načinaet terât’ kadry » [“Les gens n’ont même pas la possibilité de devenir assistants parlementaires”. « La Jeune Garde » commence à perdre des cadres], *Kommersant*, n°2 (3819), 15.01.2008

⁷⁹ Igor’ Romanov, « Detskij prizyv. Na poliitičeskuiû arenu vyvodât “mišek” v vozraste ot 8 do 15 let » [L’appel enfantin. On élève sur la scène politique les « oursins » âgés de 8 à 15 ans], *Nezavisimââ Gazeta*, 07.12.2007

⁸⁰ Irina Nagornyh, « Vladimira Putina priperli k kremlevskoj stene » [Vladimir Poutine mis au pied du mur du Kremlin], *Kommersant*, n°206 (3782), 09.11.2007

- ⁸¹ Ivan Rodin, « Vyborny hozâina. V Tveri obrazovalos' vserossijskoe dviženie "Za Putina !" » [Les élections du maître. A Tver un mouvement de toute la Russie a été formé "Pour Poutine !"], *Nezavisimââ Gazeta*, 16.11.2007
- ⁸² « K prezidentu prišli s duhovnymi zaprosama. Vladimir Putin vstretilsâ s ierarhami cerkvi » [Venus au président avec des demandes spirituelles. Vladimir Poutine a rencontré les chefs de l'Eglise], *Kommersant*, n°213 (3789), 20.11.2007
- ⁸³ Viktor Hamraev, Irina Nagornyh, Maria-Luiza Tirmaste, « Vladislav Surkov pozval biznec na vyborny » [Vladislav Surkov a appelé le monde des affaires aux élections], *Kommersant*, n°200 (3776), 31.10.2007
- ⁸⁴ Viktor Hamraev, « Partii zamâlis' pered vhomom v Dumu » [Les partis hésitent avant l'entrée à la Douma], *Kommersant*, n°210 (3786), 15.11.2007
- ⁸⁵ Igor' Romanov, Tat'âna Andrianova, « Efirnyj Balagančik. Predvybornââ teleagitaciâ tak i ne stala važnym sobytem parlamentskoj kampanii » [La comédie d'antenne. C'est ainsi que l'agitation électorale n'est pas devenue un sujet important de la campagne parlementaire], *Nezavisimââ Gazeta*, 28.11.2007 ; Arina Borodina, « Telezritel' ne vklûčilis' v vyborny. Predvybornye debaty počti nikto ne smotrit » [Les téléspectateurs ne se sont pas connectés sur les élections. Presque personne ne regarde les débats préélectorales], *Kommersant*, n°208 (3784), 13.11.2007
- ⁸⁶ Arina Borodina, Irina Nagornyh, « Telekanaly progolosovali protiv vseh. Predvybornye debaty ne pustili v prajm-tajm » [Les chaînes de télévision ont voté contre tous. Les débats électorales n'ont pas été laissés en prime-time], *Kommersant*, n°199 (3775), 30.10.2007
- ⁸⁷ Irina Nagornyh, « Teleroliki "Edinoj Rossii" budut krutit' čaše. Kak kompensaciût za otkaz ot debatov » [Les clips télévisés de « Russie Unie » vont passer plus souvent. Voilà comment on compense le refus de débats], *Kommersant*, n°200 (3776), 31.10.2007
- ⁸⁸ Ol'ga Krystanovskaâ, *op. cit.*, pp.210-212.
- ⁸⁹ Arina Borodina, « Netelegeničnye nesoglasnye. Akcii oppozicii vnov' ne popali na goskanaly » [Ceux en désaccord ne sont pas "télégéniques". De nouveau, les actions de l'opposition ne sont pas passées sur les chaînes d'Etat], *Kommersant*, n°217 (3793), 26.11.2007
- ⁹⁰ «Reglament » [Règlement], *Vlast'*, n°44 (748), 12.11.2007
- ⁹¹ Andrej Kolesnikov, « Vladimir Putin primenil predvybornyj priem. Inostrannye posly polučili v Kreml'e trevožnyj signal » [Vladimir Poutine a utilisé un procédé préélectoral. Les ambassadeurs étrangers ont reçu au Kremlin un signal angoissant], *Kommersant*, n°220 (3796), 29.11.2007
- ⁹² Anastasiâ Kornâ, « "Â segodnâ-v roli diplomata" », Aleksandr Vešnâkov, posol Rossijskoj Federacii v Latvijskoj Respublike » ["Je suis aujourd'hui dans le rôle de diplomate", Aleksandr Vešnâkov, ambassadeur de la Fédération de Russie en république de Lettonie], *Vedomosti*, n°25 (2047), 12.02.2008
- ⁹³ Site de la Commission électorale centrale de la fédération de Russie <http://www.cikrf.ru/>; « Predsedatelem CIK stal Vladimir Čurov » [Vladimir Čurov est devenu président de la CEC], <http://3-07.mysob.ru/news/politic/86051.html>
- ⁹⁴ Igor' Romanov, « "Voprocy ne k Putinu" Pravym ne udalos' snât' s vyborov "Edinuû Rossiû" » [Les questions ne sont pas par rapport à Poutine. La droite n'a pas réussi à faire enlever "Russie Unie" des élections], *Nezavisimââ Gazeta*, 21.11.2007

⁹⁵ Andrej Kolesnikov, « Vladimir Putin zapisalsâ na četverg. Obrašenie prezidenta k nacii pokažut 29 noâbrâ » [Vladimir Poutine s'est inscrit pour jeudi. L'allocution du président à la nation sera diffusée le 29 novembre], *Kommersant*, n°216 (3792), 23.11.2007

⁹⁶ Igor' Romanov, « Nekontroliruemyj kontrol'. Za nedelû do vyborov čislo narušenij rezko vozroslo » [Le contrôle incontrôlable. Une semaine avant les élections le nombre des fraudes a brutalement augmenté], *Nezavisimâ Gazeta*, 26.11.2007

⁹⁷ Jean-Charles Lallemand, « Russie : les élections législatives transformées en plébiscite », in *Esprit*, n°339, novembre 2007, pp.213-214

⁹⁸ Natal'â Kostenko, « Vyšnij Voloček protiv Čurova. Pravye požalovalis' v Verhovnyj sud na bezdejstvie Centrizbirkoma » [La ville de Vyšnij Voloček contre Čurov. La droite a adressé une plainte à la Cour suprême sur l'inaction de la Commission électorale centrale], *Nezavisimâ Gazeta*, 20.11.2007

⁹⁹ Aleksandra Samarina, « Âkuts'kij sindrom » [Le syndrome yakoute], *Nezavisimâ Gazeta*, 29.11.2007

¹⁰⁰ Anastasiâ Kornâ, « CIK nemnogo obnovilsâ » [La CEC s'est un petit peu renouvelée], *Vedomosti*, n°242 (2016), 21.12.2007

¹⁰¹ L'évolution du nombre d'observateurs étrangers est la suivante : élections du 17 décembre 1995 : 993 observateurs étrangers de 61 pays dont 434 représentants des pays de l'OSCE, ayant contrôlé le vote dans 45 sujets de la fédération ; élections du 19 décembre 1999 : 1185 observateurs étrangers de 58 pays et 105 organisations étrangères, ayant contrôlé le vote dans 54 sujets. Le jour du scrutin, environ 5000 bureaux de vote ont été contrôlés ; durant les élections parlementaires du 7 décembre 2003 : 1200 observateurs de 49 pays et 105 organisations internationales. Informations extraites de « Inostrannye nablûdateli na vyborah v RF. Istoriâ voprosa [Les observateurs étrangers aux élections dans la fédération de Russie. Histoire de la question], *Kommersant*, n°194 (3770), 23.10.2007

¹⁰² Aleksandr Gabuev, Vladimír Solov'ev, Viktor Hamraev, « Evropa otvoračivaetsâ ot Rossii. OBSE otkazalas' ot monitoringa vyborov v Gosdumu » [L'Europe se détourne de la Russie. L'OSCE a refusé d'observer les élections à la Douma d'Etat], *Kommersant*, n°212 (3788), 17.11.2007 ; Aleksandr Gabuev, Viktor Hamraev, « Nablûdateli stoât s protânutymi pasportami. Predstavitelâm OBSE zaderživaût oformlenie viz » [Les observateurs attendent après leurs passeports retenus. La régularisation des passeports retient les représentants de l'OSCE], *Kommersant*, n°207 (3783), 12.11.2007

¹⁰³ Ūliâ Petrovskâ, « Strah pered neser'eznym protivnikom. Moskva ničego ne vyigraet ot uniženiâ nablûdatelej OBSE » [La peur face à un adversaire qui n'est pas sérieux. Moscou ne gagne rien à humilier les observateurs de l'OSCE], *Nezavisimâ Gazeta*, 19.11.2007

¹⁰⁴ Irina Nagornyh, « Otdel'noe priglašenie na vybory prezidenta. Opredelen porâdok raboty meždunarodnyh nablûdatelej » [Invitation à part pour les élections du président. L'ordre de travail défini des observateurs internationaux], *Kommersant*, n°204 (3780), 07.11.2007

¹⁰⁵ Viktor Hamraev, Irina Hagornyh, Inna Erohina, Aleksandra Konfisahor (Sankt-Peterburg), « Âvočnyj porâdok. Vnedrâtsâ novye tehnologii zavlečeniâ lûdej na vybory » [Autorisation préalable. Des nouvelles technologies sont mises en œuvre pour attirer les gens aux élections], *Kommersant*, n°221 (3797), 30.11.2007

¹⁰⁶ Roza Cvetkova, « Otkrepili : i zabyli. Grazdan prinuždaiût polučit' otkrepitel'nye udostovereniâ », [Ils ont "détaché" : et oublié. Les citoyens forcés de recevoir des attestations de détachement], *Nezavisimââ Gazeta*, 28.11.2007

¹⁰⁷ « V hode vyborov v Gosdumu V sozyva vydano rekordnoe količestvo otkrepitel'nyh udostoverenij » [Au cours des élections de la Douma d'État du V^{ème} scrutin a été délivré un nombre record d'attestations de détachement], 30.11.2007 <http://www.regnum.ru/news/924168.html>

¹⁰⁸ « Centrizbirkom rešil "otkrepit" kak možno bol'she izbiratelej » [La Commission électorale centrale a décidé de "détacher" le plus possible d'électeurs] http://policy.mirnews.ru/news_47755.html

¹⁰⁹ Aleksej Nikol'skij, « "Karusel'", lotereâ, vbrosy » ["Manège", loterie, bourrages], *Vedomosti*, n°228 (2002), 03.12.2007

¹¹⁰ Natal'â Gorodeckaâ, « Kommunisty povyšaiût âvku nablûdatej. Dlia vybory s otkrepitel'nymi udostovereniâmi » [Les communistes augmentent la participation des observateurs. Pour les élections avec les attestations de détachement], *Kommersant*, n°220 (3796), 29.11.2007

¹¹¹ Ol'ga Morozova, Ūliâ Drokova, Anton Utehin, Ekaterina Bilibina, Aleksej Šapošnikov, « Golosovali spinami i rtami » [Ils ont voté avec "leur dos et leur bouche"], *Vedomosti*, n°228 (2002), 03.12.2007

¹¹² Sergej Antonov (Ekaterinburg), Liliâ Mirgazieva (Kazan'), Natal'â Bespalova, « Bûlleteni postupât v magaziny. Âvku na vyborah uveličit za sčet pokupatelej i bomžej » [Les bulletins sont déposés dans les magasins. Le taux de participation aux élections augmente grâce aux clients et aux SDF], *Kommersant*, n°207 (3783), 12.11.2007

¹¹³ Aleksandr Žeglov, Andrej Kozenko, « Na vybory pridut nablûdateli v štatskom. Voleiz''âvlenie projdet pod kontrolem FSB » [Aux élections les observateurs viennent avec le personnel. L'expression de la volonté tombe sous le contrôle du FSB], *Kommersant*, n°222 (3798), 01.12.2007

¹¹⁴ La république de Bouriatie, l'Ossétie du Nord, la Mordovie, l'Udmurtie, le territoire du Kamtchatka et de Krasnodarsk, la région de Penza, de Saratov et de Smolensk.

¹¹⁵ « Golosovanie na vyborah v Gosdumu zaveršilos' na Kamčatke » [Le vote aux élections parlementaires a eu lieu au Kamtchatka], *Novost'*, 02.12.2007

¹¹⁶ Alla Barahova, Viktor Hamraev, « Regional'nye vybory proigryvaiût federal'nym. Partiâm ne hvataet kandidatov » [Les élections régionales perdent face aux fédérales. Les partis manquent de candidats], *Kommersant*, n°202 (3778), 12.11.2007

¹¹⁷ Otdel politiki (section politique), « Regional'nye vybory ušli v ten' federal'nyh. Partijcam ne hvataet sil na dve kampanii » [Les élections régionales sont tombées dans l'ombre des élections fédérales. Les partisans manquent de force pour deux campagnes], *Kommersant*, n°189 (3765), 16.10.2007

¹¹⁸ Andrej Serenko, « Graždanskaâ vojna v partii vlasti. Mestnye vybory mogut snizit' federal'nyj rejting "Edinoj Rossii" » [La guerre civile dans le parti du pouvoir. Les élections locales peuvent baisser la cote fédérale de « Russie Unie »], *Nezavisimââ Gazeta*, 02.11.2007

¹¹⁹ Kira Latuhina, « Teleefir ne dliâ malyšej. Malye partii ne dolžny polučat' besplatnyj teleefir na sleduših dumskih vyborah, sčitaût v Centrizbirkome » [L'antenne télé n'est pas pour les petits. Selon la Commission électorale centrale, les petits partis ne doivent pas recevoir d'antenne gratuite lors des prochaines élections parlementaires], *Vedomosti*, n°235 (2009), 12.12.2007

¹²⁰ Mihaïl Sokolov, « Le vote confisqué en Russie : Etude des élections régionales de 2007 », *Les cahiers Russie-The Russia Papers*, n°5, 2007, 50p.

¹²¹ Marie Mendras, Dimitri Orechkine, Jean-Charles Lallemand, « Le 2 décembre de Vladimir Poutine : l'unanimité en marche », in *Esprit*, Janvier 2008, pp.143-153.

¹²² *Ibidem*

¹²³ Viktor Kozlov, expert du groupe « Merkator ». Le 13 décembre 2007 dans le cadre du programme « Société et politique régionale » du Centre Carnegie de Moscou sous la direction de Nikolai Petrov, a eu lieu le séminaire sur « Les conditions de la campagne électorale pour la Douma d'État du 5^{ème} scrutin ».

¹²⁴ Anastasiâ Kornâ, « “Âvka : znak stabil'nosti ?” » [Le taux de participation : signe de stabilité ?], *Vedomosti*, n°228 (2002), 03.12.2007

¹²⁵ Kira Latuhina, Anton Utehin, Ol'ga Morozova, « Krasnyj poâs posnel » [La ceinture rouge est devenue bleue], *Vedomosti*, n°229 (2003), 04.12.2007

¹²⁶ Konstantin Simonov, « Kon'ûnkтура : Tri dorogi » [Conjoncture : trois voies], *Vedomosti*, n°229 (2003), 04.12.2007

¹²⁷ Irina Nagornyh, Alla Barahova, Viktor Hamraev, « Duma počti ukomplektovana. “Parovozam” “Edinoj Rossii” mandaty ne ponadobilis » [La Douma presque complétée. Les “locomotives” de “Russie Unie” n'ont pas besoin de mandats], *Kommersant*, n°230 (3806), 13.12.2007 ; Natal'â Kostenko, Ivan Rodin, « Umolčanie âgnât. Postvybornyj delež mandatov pomožet partijnoj čistke i rešit sud'bu “parovozov” » [Le silence des agneaux. Le partage post-électoral des mandats aide la purge du parti et résoud le sort des “locomotives”], *Nezavisimââ Gazeta*, 05.12.2007

¹²⁸ Elena Ivanova, Anastasiâ Kornâ, « Duma : perezagruzka » [La Douma : rechargement], *Vedomosti*, n°237 (2011), 14.12.2007

¹²⁹ Kira Latuhina, « Gubernatory prišli s mest », [Les gouverneurs sont venus des régions], *Vedomosti*, n°240 (2014), 19.12.2007

¹³⁰ Ivan Rodin, « Pobedila partiâ, a ne kandidaty. Edinorossy jdut, komu je iz nih budet razrešeno prijti na Ohotnyj Râd » [Le parti a gagné mais pas les candidats. Les membres de « Russie Unie » attendent de savoir qui parmi eux sera autorisé à aller à Ohotnyj Râd], *Nezavisimââ Gazeta*, 06.12.2007.

¹³¹ Vladimir Gel'man, « Perspektivy dominiruûšej partii v Rossii » [Les perspectives du parti dominant en Russie], in *Pro et Contra*, Tom 10, n°4, Iûl'-avgust 2006, pp.62-71.
<http://www.carnegie.ru/ru/pubs/procontra/vol10num4-06.pdf>